

**LE PCF :  
UN «ÉTAT DÉMOCRATIQUE»  
OU LES MASSES N'ONT QU'À SE TAIRE**  
(LIRE EN PAGES 6 ET 7)

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 7 MARS 1978 — N° 648

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

## Rassembler les forces du mouvement de masse, POUR LES BATAILLES DE L'APRES MARS

A l'approche des échéances électorales de mars, les partis bourgeois de droite et de gauche multiplient leurs promesses démagogiques, accentuent leurs efforts pour obtenir le maximum de voix. C'est que, pour eux, il s'agit à l'occasion de ces élections, en s'appropriant le plus possible de sièges à l'Assemblée nationale, de changer le rapport de forces entre eux, chacun cherchant bien évidemment à consolider ses propres positions. Malgré la débâche de moyens publicitaires qu'ils mettent en œuvre, ils ne peuvent empêcher que se développe, se manifeste aujourd'hui, à la fois le refus de l'actuelle majorité, mais aussi, et ceci est particulièrement significatif, une défiance vis-à-vis des partis bourgeois de gauche — PCF et Parti socialiste. En effet, de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui ne se laissent plus abuser par l'idée selon laquelle de prétendus changements importants, pourraient sortir des urnes. Ils refusent de s'en remettre passivement aux bons soins des partis traditionnels. Ils affirment la nécessité de compter

sur leurs propres forces, sur leur propre mobilisation, quels que soient les résultats qui sortiront des urnes. Cette idée de la nécessaire autonomie du mouvement des masses par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche, se manifeste aujourd'hui avec une certaine force ; de plus en plus nombreux sont ceux qui pensent que l'alternative droite-gauche telle que la présentent les partis traditionnels est en réalité une fausse alternative.

Ces idées, elles sont en germe ou débattues chez de nombreux syndicalistes. Si avant l'automne l'Union de la gauche, avec le Programme commun, pouvait apparaître assez largement comme une solution de rechange — pas bien bonne certes, mais sorte de solution tout de même — la rupture qui est intervenue en septembre a provoqué, assez rapidement pour une frange de syndicalistes, une accentuation de la méfiance et de la vigilance.

**Charles VILLAC**  
membre du  
Secrétariat politique  
du PCRml

(Suite page 3)

## A la conquête de l'État

# LES AMIS ITALIENS DE MARCHAIS combattants de choc POUR L'AUSTÉRITÉ

Au terme de l'accord signé samedi, le PCI va participer à la majorité gouvernementale, en soutenant un gouvernement démocrate-chrétien. Sans avoir pu obtenir le fameux «compromis historique», c'est-à-dire des ministres révisionnistes au gouvernement de Rome, le parti de Berlinguer se voit accorder le statut de parti de gouvernement.

En échange de cela, jusqu'à la fin de l'année, il s'engage à soutenir une politique d'austérité et de répression contre les travailleurs. Berlinguer appelle ainsi après Lama, le Séguy italien à l'«auto-limitation des revendications», à la réduction de la consommation baptisée source de corruption de la classe ouvrière, pour mieux justifier l'austérité.

Mais la crise n'est pas finie : le PCI va continuer à marchander avec acharnement ; non pour demander à Andreotti d'atténuer sa politique anti-populaire, mais pour obtenir en échange de sa collaboration le plus grand nombre possible de postes centraux dans l'appareil d'État.

(Lire page 10)



Le 3 juin 76, Berlinguer et Marchais célébraient les fiançailles de l'euro-révisionnisme.

## ● Ministres, avions et... usure

Monsieur de Guiringaud, notre ministre des Affaires étrangères, n'a pas de chances avec l'aviation. Alors que son avion avait subi à l'aller de son voyage nigéria, une désagréable dépressurisation, le même avion a refusé de décoller sur l'aéroport de Lagos, pour le voyage du retour. C'est un

avion du Nigéria qui a dû finalement suppléer à cette défaillance. La Caravelle destinée aux liaisons ministérielles, serait paraît-il usagée et mal entretenue.

Cette démonstration, pas très bien venue après la signature d'un communiqué commun qui évoque «l'accroisse-

ment des investissements français dans le domaine des technologies industrielles avancées», a dit-on beaucoup fait rire les employés nigériens de l'aéroport. Mais ceux-ci, se refusent à tout rapprochement avec la solidité des «ambitions» giscardiennes.

## MINEURS AMÉRICAINS VERS L'ÉPREUVE DE FORCE



Les mineurs brûlent leur nouveau contrat qui prévoit dorénavant l'arrestation des grévistes «sauvages».

Alors que la grève des mineurs américains se poursuit maintenant depuis 90 jours, il semble après une semaine de discussions à la base des syndicats, que la majorité repousse l'accord préconisé par le gouvernement. Dans la majorité des sections locales qui avaient voté dimanche, il y avait 44 000 votes contre l'accord et seulement 19 000 pour. Carter pourrait tenter de faire appliquer la loi Taft-Harley et réquisitionner les mineurs, prenant ainsi le risque de graves affrontements.

## Chine : l'Assemblée populaire a terminé ses travaux

L'Assemblée nationale populaire a clôturé dimanche sa cinquième session. Elle a réélu le président Houa Kouo-feng au poste de premier ministre. Elle a adopté la nouvelle Constitution et un plan de dix ans pour l'édification économique du socialisme.

LIRE EN PAGE 9 LA FIN DE NOTRE CORRESPONDANCE SUR TATCHAÏ

## «URSS-USA, hors d'Afrique»

Succès de  
la manifestation  
à Paris

(Lire page 9)

## Femmes : une manifestation combative

(Lire page 2)

## PSU : changer la gauche ?

Petite réunion publique du Front Autogestionnaire dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris (sur le quartier, il s'agit exclusivement du PSU). Dans un bref exposé, un militant du PSU expose les thèmes de la campagne : « Il faut battre la droite en changeant la gauche ». Ce qui frappe, c'est le flou des critiques adressées à la gauche : le programme commun n'y est pas analysé comme un programme bourgeois, on critique ses « lacunes », ses « insuffisances ». La seule solution dans l'immédiat consisterait à mettre la gauche au pouvoir pour « débloquer la situation ». Et ensuite, la pousser « à aller plus loin dans la rupture avec le capitalisme ».

La discussion s'engage par la question d'un vieux travailleur : « Vous voulez aller plus loin, mais quels moyens vous donnez-vous ? » Réponses embarrassées : « Il faudra discu-

ter à la base pour poser les vrais problèmes ». Justement, on en vient à l'un de ces vrais problèmes : le nucléaire. Comment le PSU, opposé à la construction des centrales, pourra-t-il les empêcher, le PS et le PCF en étant de farouches défenseurs : « Ce sera possible, car les adhérents de ces partis sont en majorité hostiles au programme nucléaire ».

Peut-être, mais où a-t-on vu que les militants de base prennent les décisions dans ces partis bourgeois ?

Décidément, peu de perspectives pour l'après 78, mais une certitude pour l'immédiat : l'appel à voter à gauche. Les militants du PSU qui aspirent sincèrement à la révolution risquent fort de se rendre compte, d'ici quelques semaines, de ce que, pour rompre, avec le capitalisme, il faut aussi se battre contre la gauche.

## Le PSU signerait un nouveau programme commun

Mousel, secrétaire national du PSU, a déclaré dans un récent meeting que le PSU serait « partie prenante dans des discussions qui auraient pour base les propositions de la CFDT ». Le PSU n'avait pas signé le programme commun de 1972 parce que, dit-il, il s'agissait d'un programme d'état-major. Pour expliquer sa volte-face, Mousel explique que le texte de la CFDT est issu, quant à lui, des discussions à la base de cette organisation. Ce qui est sans doute un peu optimiste.

## Pour la publication du résultat des élections

Pour que le Quotidien du Peuple puisse le plus rapidement possible rendre compte des résultats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, nous demandons aux comités de l'UOPDP de nous téléphoner le plus rapidement possible dès dimanche soir les résultats de leur circonscription. Il faut que le représentant de l'UOPDP qui se tiendra au bureau de vote où sont centralisés les résultats de la circonscription appelle le journal au 636 73 76 dès que les résultats seront connus.

Pour que les résultats puissent être rapidement exploités et ne pas immobiliser la ligne téléphonique trop longtemps, il faut que la communication fournisse dans l'ordre les renseignements suivants :

- 1 - numéro de la circonscription et département
- 2 - nombre d'inscrits
- 3 - nombre de votants
- 4 - score du candidat de l'UOPDP
- 5 - score des candidatures écologistes, Choisir, régionalistes
- 6 - score d'organisations qui se réclament de l'extrême-gauche (en précisant LO, LCR, PSU...)
- 7 - score du PCF, du PS, en nombre de voix et dans cet ordre

## Manifestation des femmes à Paris

# «Travailleuses et femmes en lutte, c'est tous ensemble qu'il faut frapper»

Une ambiance très animée, une atmosphère joyeuse de solidarité ont marqué la manifestation des femmes, samedi, de la République à la place de la Nation.

Le rassemblement a commencé vers quinze heures par des diffusions de tracts, de journaux nouveaux (*Les luttes des femmes, Elles chantent*) a permis des discussions avec la population du quartier, à la fois surprise et intéressée. Beaucoup d'hommes, surtout des jeunes, ont participé également à la manifestation.

Le cortège démarre à 16 heures, regroupant entre 2 000 et 3 000 personnes, c'est-à-dire au moins autant que l'an passé, conduit par la grande banderole de la coordination parisienne : « Femmes opprimées, exploitées, nos luttes changeront la vie entière », soulignant bien comment c'est toute la vie faite aux femmes dans le capitalisme qui est remise en cause, combien c'est une société différente où les femmes auront toute leur place qui est l'objectif du mouvement aujourd'hui.

Cela se traduit par des chansons, les tracts distribués, les banderoles, pancartes, mais surtout dans les mots d'ordre définis par la coordination, et qu'on peut regrouper en cinq thèmes :

- 1 - solidarité internationale des femmes et des travailleurs
- 2 - lutte contre le viol
- 3 - pour l'avortement et la contraception libres et gratuits « y compris pour les mineures et les immigrées »
- 4 - lutte contre le sexisme
- 5 - et lutte contre la double exploitation de la femme et les bas salaires.

### SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Femmes immigrées, voilées symboliquement et protégées par un service d'ordre, femmes noires, femmes d'Amérique latine, femmes brésiliennes qui scandent : « Femmes, femmes immigrées, même combat » forment un groupe très combatif : « Dans l'immigration, dans les colonies, les néo-colonies, nous subissons la triple exploitation : en tant que femmes, en tant que race, en tant que classe », et aussi : « En Europe, c'est le chômage, c'est le flicage ; aux Caraïbes, c'est la famine, la déportation. En Argentine, en Bolivie, au Chili, au Brésil, c'est la torture, la dictature. Travailleuses et femmes en lutte, c'est tous ensemble qu'il faut frapper ! »

### «FEMMES TRAVAILLEUSES A NOUS DE LUTTER !»

Derrière, viennent les groupes femmes d'entreprises : coordination puis les groupes, principalement des employées. Chèques postaux et postières (« Postières, terminé de se taire »), Sécurité sociale, Assurances, Groupe femmes de la Défense, Caisse d'Allocations familiales, Hôpital psychiatrique de Villejuif, Commission femmes CFDT, Commission SGEN et aussi, avec le groupe de Montrouge, des ouvrières de Draeger scandant : « Double journée, demi-salaires, y-en a marre ! »

Viennent ensuite, précédés d'un groupe de ly-

céennes et d'étudiantes, les groupes de quartiers, assez nombreux, issus principalement de quartiers populaires composés en grande partie de travailleuses, ce qui est différent par rapport à l'an dernier.

D'abord la banlieue : Aubervilliers, Colombes, Saint-Denis, Yvelines, Boulogne, Montreuil et, derrière la coordination banlieue Sud, les groupes de Villejuif, Ivry, 91 et le groupe de Vitry dont la banderole est un véritable chef-d'œuvre de couture : de part et d'autre une femme-robot et une farandole de femmes solidaires.

D'autres banderoles reflètent l'activité des groupes : 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>/12<sup>e</sup> préparent une braderie pour créer un lieu de rencontre au 70, rue J-P Timbaud dans le 11<sup>e</sup>, le 13<sup>e</sup> annonce une permanence sur le divorce, le 14<sup>e</sup> pour l'ouverture d'un centre d'orthogénie en liaison avec la CFDT, le 15<sup>e</sup> veut une maison pour les femmes, le 18<sup>e</sup> appelle à la solidarité internationale, et le groupe femmes contre le viol

rappelle sa permanence : 278 70 38.

### «NE COMPTONS QUE SUR NOS LUTTES»

L'isolement très net d'un groupe de candidates de « Choisir » et du MIFAS (affilié au PS), les remarques sur les meetings que le PCF organise au moment même de la manifestation pour la saboter, les tracts réaffirmant l'autonomie du mouvement des femmes et la nécessité de ne compter que sur les luttes témoignent de la tendance qui s'est dégagée des dernières discussions sur les élections : la méfiance envers les partis bourgeois de droite et de gauche, le refus de croire que les élections pourraient changer leur situation d'exploitées et d'opprimées. Il faut remarquer malgré tout un certain décalage dans la manifestation par rapport aux débats actuels, déjà plus avancés dans les groupes, et qui visent à clarifier le débat politique, à examiner de près les projets des différents partis, leur position sur le mouvement des femmes, leur conception du socialisme et la place qu'ils donnent aux femmes afin d'élargir le débat dans tous les groupes sur les perspectives de lutte et de faire un large échange d'expériences.

Les mots d'ordre les plus repris concernaient l'avortement, le viol, la médecine capitaliste : « Pouvoir médical, pouvoir du capital ; Ordre des médecins, ordre de Pétaï », les multiples formes d'oppression : « Dans les usines, dans les cuisines,

dans les prisons, dans les écoles, partout les femmes sont opprimées, c'est toutes ensemble qu'il faut lutter ». Mais des mots d'ordre tels que celui-ci, proposé par la coordination : « Battre la droite ne suffit pas, même avec la gauche, ne comptons que sur nos luttes » furent peu repris. Par contre, le mot d'ordre : « Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme » a été largement scandé.

Tous ces mots d'ordre, dont : « Pas d'enfants à la chaîne, pas de chaînes pour les enfants » marquent l'aspiration du mouvement des femmes à une transformation radicale de l'ensemble de la société.

### NON AU VIOL COMMERCIALISÉ

Arrivée à la Bastille, la manifestation se trouve face à une énorme affiche « Emmanuelle 2 ». On s'arrête, crie, on décide de protester. On entre dans le cinéma, scandant : « Quand une femme dit non, c'est non ! Ras le viol ». On est en pleine séance, les spectateurs ne disent mot ; les veilleuses s'allument, ils se trouvent nez à nez avec les manifestantes : 150 spectateurs environ, dont une vingtaine de femmes de 30 à 40 ans en moyenne. Gênés, ils se taisent et se renfoncent dans leurs fauteuils ; un ou deux finissent par protester : ils n'auront qu'une seule réponse des femmes indignées, révoltées, pendant que le film continue à être projeté : « Non au viol commercialisé ». C'est la colère et aussi l'affirmation collective de ce que l'on ne peut dire seule face à cette industrie sexiste quand on passe devant un cinéma.

Il y aura quelques bousculades et des affiches arrachées. Le directeur appelle la police qui vient très vite protéger les films pornos, celui-là et un autre à l'entrée de la rue du Faubourg Saint-Antoine. Il y a là un court affrontement, la police voulant empêcher que les femmes n'écrivent des mots d'ordre sur les vitres du cinéma. Des chaînes sont formées, femmes et hommes, pour faire face à la police.

Après cette réponse déterminée, ce refus de la pornographie et de la société qui la produit, la manifestation reprendra dans la rue du Faubourg Saint-Antoine.

Dans ce quartier populaire, la manifestation reçoit un accueil chaleureux de la population avant de se disperser à la Nation.

## Parmi les initiatives des groupes-femmes

Les groupes femmes du 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> annoncent :  
Ouverture d'une librairie, lieu de rencontre  
70, rue J. P. Timbaud (11<sup>e</sup>)  
début avril

Le groupe « La Salamandre » annonce :  
Une braderie est organisée pour que soit ouvert  
un local où les femmes pourront se rencontrer :  
Le 18 mars, 9 rue F. Neufchâteau (M<sup>o</sup> Voltaire)

Le groupe femmes du 14<sup>e</sup> et le Collectif de l'hôpital  
Saint-Vincent de Paul appellent à :

- un meeting le 9 mars à 14 heures,  
74 avenue Denfert Rochereau
  - un rassemblement devant l'Assistance publique  
3, avenue Victoria (M<sup>o</sup> Chatelet)
- pour obtenir :
- une pratique de l'avortement pour toutes les femmes dans de bonnes conditions matérielles et psychologiques.
  - l'ouverture de centres d'orthogénie où soit donnée une véritable information sur la contraception, l'avortement, la sexualité, la maternité.

# Rassembler les forces du mouvement de masse, POUR LES BATAILLES DE L'APRES MARS

Les disputes ouvertes entre partis de gauche, entre Marchais et Mitterrand, la volonté de chacun d'eux de marquer sa différence avec l'autre ont révélé au grand jour que ces deux partis poursuivaient des projets qui n'étaient pas les mêmes. Comment faire confiance à des partis qui, il y a quelques mois, faisaient croire qu'ils s'entendaient sur l'essentiel et qui aujourd'hui, se chamaillent à tout propos, chacun cherchant à s'afficher avantageusement auprès de l'opinion, tout en dénigrant l'autre, tout en faisant porter la responsabilité de la rupture sur l'autre. Mais cette assurance de l'Union de la gauche n'a fait que raviver une déception profonde de nombreux syndicalistes vis-à-vis des partis de gauche qui depuis des mois, n'ont proposé comme débouché aux mobilisations de masse que le bulletin de vote, que les urnes. Il fallait selon eux, attendre les élections, avec la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche, beaucoup de choses changeraient. Alors, les luttes engagées, les mobilisations organisées sans lendemain, dispersées, étouffées, et cela, par la volonté des partis de gauche qui craignaient qu'un mouvement de masse d'ampleur ne les conteste à large échelle, et ne compromette leurs scores électoraux. Ainsi, il a fallu attendre, en subissant les effets

de la crise, le chômage, la vie chère, la répression.

Quand des syndicalistes exigent la démocratie syndicale, ils refusent par là même le carcan imposé par les partis de gauche qui dirigent et contrôlent les confédérations syndicales. Si les conseils d'atelier rencontrent l'adhésion de nombreux syndicalistes dans la CFDT, c'est bien parce qu'ils voient en ceux-ci, des instruments possibles de leur propre autonomie, des instruments qui après mars 78, doivent être pour eux des moyens d'affirmer leur force, des moyens d'imposer la satisfaction de leurs revendications, et cela, quels que soient les partis au gouvernement. Compter avant tout sur leurs luttes, pouvoir confronter sans entraves leurs points de vue, telles sont les exigences formulées par de nombreux syndicalistes aujourd'hui.

Ce courant en faveur de l'autonomie du mouvement de masse, vis-à-vis des partis traditionnels, on le retrouve, fortement affirmé dans le mouvement des femmes. Mouvement des femmes où se fait jour avec netteté l'aspiration des femmes à prendre en mains elles-mêmes leurs propres problèmes. Certes, elles

l'indiquent, de nombreuses positions restent à éclaircir, à préciser. Mais d'ores et déjà, c'est souvent le fonctionnement de la société dans son ensemble qu'elles mettent en cause; elles contestent avec force la double exploitation que la société capitaliste fait peser sur les femmes travailleuses; à travers et au-delà de leurs revendications, elles marquent leur aspiration à une société radicalement nouvelle. Si leur mouvement s'oppose aux partis traditionnels, c'est que ceux-ci se sont montrés hostiles à la prise en compte de leurs problèmes spécifiques; dans leur expérience, de nombreuses femmes se sont heurtées au rejet, de manière plus ou moins détournée, de leurs propres revendications. Ce qu'elles refusent, ce contre quoi elles luttent, c'est la place de femmes passives, coupées de la vie sociale et politique, soumises aux modèles bourgeois de la femme objet sexuel ou femme au foyer. C'est à cause de la non-prise en compte de leurs problèmes, liés à l'oppression spécifique qu'elles subissent, que les femmes se sont regroupées, organisées, ont engagé des luttes. Elles ne veulent plus subir la fatalité, mais en faire un choix conscient. Aujourd'hui, nombreuses sont celles qui insistent sur la nécessité d'un change-

ment beaucoup plus profond que celui apporté par de simples réformes immédiates; à l'horizon de leurs luttes, elle inscrivent le socialisme: «Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes». Mais, conscientes de la nécessité de constituer une force capable d'imposer leurs revendications, de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de droite et de gauche, elles posent le problème de s'unir à d'autres forces qui vont dans le même sens.

Dans le mouvement écologique existe aussi, à des degrés divers, ces aspirations à ne pas s'en remettre aux partis traditionnels pour lutter contre les méfaits du capitalisme. En dénonçant la dégradation du cadre de vie, en dénonçant les conditions de transport, en dénonçant la pollution, le mouvement écologiste met directement en cause les partis traditionnels qui jusqu'à une date récente ignoraient ces problèmes et soutenaient la même politique irresponsable. Ce qu'ils critiquent à juste titre dans ces partis, c'est la non-prise en compte des problèmes concrets, c'est la prétention de régler les problèmes indépendamment de l'initiative des intéressés eux-mêmes. En effet, ce que revendiquent avec force un certain nombre d'écologistes aujourd'hui, c'est

que les gens prennent en mains eux-mêmes leurs propres affaires, en-dehors de l'emprise bureaucratique et technocratique de ces partis. Le mouvement écologique est porteur de cette aspiration à la démocratie directe, où peut s'effectuer une large confrontation de points de vue. À travers ces mises en cause se fait jour dans ce mouvement une aspiration à une société où la logique capitaliste est brisée, où les rapports sociaux sont transformés.

Syndicalistes, mouvement des femmes, mouvement écologique, autant de secteurs ou de franges du mouvement de masse aujourd'hui où le débat d'idées, où les aspirations qui se font jour marquent une volonté affirmée de contribuer à la construction de l'autonomie du mouvement de masse vis-à-vis des partis bourgeois de droite et de gauche. On observe là une convergence profonde, sur des points significatifs, avec les propositions des marxistes-léninistes pour la construction d'un front. On observe là un appel au débat, à la confrontation de points de vue sur des questions importantes: comment échapper à la

récupération des partis traditionnels? Qu'en est-il des véritables projets de ces partis, y compris bien sûr des partis de gauche et notamment du PCF? Comment éviter le morcellement, l'émiettement du mouvement de masse? Quels moyens prendre pour les mois qui viennent afin d'imposer aux partis qui seront au pouvoir la satisfaction des revendications populaires? Quels sont les grands traits de la société socialiste qui doit se substituer à la société capitaliste? Par rapport à ces questions, par rapport à ce débat, il nous faut être à l'initiative. Il nous faut populariser largement les propositions de front, les enrichir de la confrontation de points de vue avec ceux qui s'inscrivent aujourd'hui dans ce courant profond qui refuse la fausse alternative droite-gauche. Et cela exige initiative de notre part, initiative de réunions, de tables rondes, d'actions communes. Oui, dès aujourd'hui, il est possible de commencer à rassembler ceux qui prennent conscience que face aux incertitudes de 78, la véritable garantie, c'est la force du mouvement de masse organisé, vigilant face aux partis bourgeois de droite et de gauche.

Charles VILLAC  
Membre du  
secrétariat politique  
du PCR ml

## Mendès-France : prêt à remettre ça

● Pierre Mendès France a 70 ans. Il ne semble pas pour autant avoir renoncé à une éventuelle participation dans un gouvernement de gauche. C'est ce qu'il faut comprendre de ses récentes prises de positions publiques. La plus récente est son interview au *Nouvel Observateur* de cette semaine. Pour l'essentiel il y dit la même chose qu'au Club de la presse il y huit jours.

On retire toutefois de son interview une précision et une confirmation. La confirmation? Il est inutile d'attendre du gouvernement de gauche qu'il améliore sensiblement nos conditions de vie. A plusieurs reprises en effet Mendès France insiste pour expliquer que les réformes que veut engager la gauche mettront du temps à faire sentir leur effet. A propos des nationalisations il dit: «J'ai connu les expériences de nationalisations de Renault, d'EDF, des grandes banques etc... (avec leurs succès et leurs erreurs). Avant que ces en-

treprises apportent des avantages qu'on ne peut nier, il a fallu de longs mois, voire des années.»

### «LE TEMPS DE SE RETOURNER»

A propos de l'impôt sur le capital, après avoir dit que ses effets pourraient être un peu plus rapides que pour les nationalisations: «Supposons que le gouvernement décide de faire voter l'impôt sur le capital à la semaine d'avril (...) cela ne pourra se faire en une nuit. La loi votée, il faudra prendre des décrets d'application, des mesures de mise en place; le

temps pour les fonctionnaires (déjà débordés) de se familiariser avec la nouvelle législation, de faire imprimer et distribuer de nouvelles feuilles d'impôts etc... et il faudra laisser le temps de se retourner à certains assujettis qui ne disposeraient pas, d'un jour à l'autre des liquidités nécessaires. (...)». Bref, on pourrait multiplier les citations temporisatrices. Sur l'inflation, conformément à ce qu'avait annoncé la commission économique du PS lors de la publication de son chiffre, Mendès France confirme qu'elle sera «au moins» de 9%. «Quel que soit le résultat des élections dit-il on se trouvera dans une première période, dans un mouvement de prix vers la hausse.»

Bref, à part le SMIC à 2 400 francs dont il avoue qu'il sera «bouffé» en quelques mois par l'inflation, on ne voit pas ce qui va changer. Par ailleurs, il

apparaît que ce vieil habitué des ministères commence déjà à préparer ses arguments contre les travailleurs qui ne se satisferont pas de cette austérité «de gauche». A plusieurs reprises l'amalgame est fait entre la droite «qui ne se résignera pas à sa défaite» et les «extrémistes», «ceux qui ont fait de la surenchère», «les démagogues» etc. Ça promet si la gauche vient au pouvoir! Lui-même est-il candidat à mettre en œuvre une telle politique? Contrairement à ce qu'il disait il y a un an «je suis à la retraite» il fait acte de candidature «si les électeurs donnent une majorité de voix à la gauche, nul n'a le droit de ne pas l'aider à la constitution d'une assemblée et d'un gouvernement à son image».

On ne saurait mieux dire, que le PS nous promet pour demain la politique d'aujourd'hui avec les hommes d'hier.

## MARSEILLE : MEETING UOPDP

Un meeting départemental de l'UOPDP a eu lieu à Marseille, vendredi 3 mars. Il a réuni 250 travailleurs venus pour connaître et débattre de la plate-forme et des propositions de l'UOPDP. Ce qui fut fait dans deux forums, un sur la situation nationale et les projets de la gauche. L'autre sur l'UOPDP elle-même et la perspective du socialisme. De nombreux panneaux à l'entrée de la salle témoignaient des activités des comités de l'UOPDP des Bouches du Rhône. Après les forums débutèrent les interventions. Le président du meeting, Richard Aguado, présenta tout d'abord les 6 candidats de l'UOPDP des Bouches du Rhône. Puis une camarade intervint sur la vie des différents comités UOPDP du département. Un ouvrier de Naphtha-Chimie expliqua comment les gens du PCF avaient tout fait pour casser la grève. Il montra par

là la nécessité pour les travailleurs de construire un front autonome des partis de gauche. Cette intervention très vivante souleva l'enthousiasme des participants. Puis un camarade immigré très applaudi, dénonça la politique raciste et montra la nécessité de construire l'unité des travailleurs immigrés et français. Un petit paysan souligna l'importance de renforcer les liens entre paysans et ouvriers, en vue des luttes futures. L'intervention centrale prononcée par Jacques Jurquet, membre du comité d'initiative national, très écoutée, développa l'analyse des différents projets en présence, l'impasse qu'ils proposent tous aux travailleurs. Seule l'édification d'un front des travailleurs, autonome, permettra aux luttes de déboucher sur le pouvoir des ouvriers, le socialisme.

Corres. Marseille

## Le professeur Barre chahuté

«Ce soir, il faut nous convaincre, nous rassurer, nous répondre»; c'est Dewawrin, responsable des jeunes giscardiens qui donnait en ces termes, samedi soir, la parole à Barre. Un peu plus de 5 000 jeunes étaient venus pour participer à la kermesse. Pour Barre c'était assurément l'auditoire le plus important de toute sa campagne électorale. «Le plus grand amphithéâtre de ma carrière de professeur». Sans honte, il traverse le chapiteau du nouvel hippodrome de Paris accompagné par un éléphant en plastique à l'air débonnaire... L'association de fils à papa qui organisait officiellement la soirée, avait posé à Barre cinq questions qui selon elle, «préoccupent les jeunes». Barre n'a pas lésiné sur les vagues promesses, tentant encore de récupérer à retardement et de manière bien dérisoire le mouvement de mai 68 il devait même déclarer : «La France n'a pas à rougir de sa jeunesse; vous écriviez sur les murs de mai 68: On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance», vous aviez raison. Vous êtes à la recherche d'une civilisation nouvelle et croyez-moi, cela est très beau.»

Ce n'est certes pas un hasard si le lendemain, Le Journal du Dimanche publiait une interview de Delors dans lequel celui-ci se prétend aussi l'héritier de ce mot d'ordre.

Tout cela semblait baigner dans l'huile jusqu'à ce que le Premier ministre réponde à une question qui lui était posée sur le service militaire. Les sifflets n'ont pas manqué et il a affirmé que c'était malgré tout un des meilleurs souvenirs des hommes adultes que ces quelques mois qu'ils avaient passé à la caserne.

Devant la réprobation, il devait insister lourdement, ce qui fit redoubler les huées. Le calme revint au moment du dessin animé...

## Consensus

J. Delors, dans une interview au Journal du Dimanche, donne son appréciation de la crise et de ses solutions selon le PS. Et tout d'abord, «La croissance à tout va est condamnée». Comment sortir de la crise? Pas moyen, hélas, de trouver un «enchanteur Merlin». La gauche devra se fonder «sur un consensus social élargi», et «effacer le climat de guerre civile froide par un système vivant de relations sociales et par le jeu de la négociation collective». Les travailleurs sont prévenus: pas de grèves si la gauche passe!

Dans le même ordre d'idées, l'inénarrable Michel Debré voit la solution dans «une trêve politique qui ne peut naturellement pas englober tout le monde, mais qui devrait toucher un grand nombre. Il faudra se mettre d'accord sur ce que j'appellerai un gouvernement de salut public».

Tous deux rêvent de bâillonner les travailleurs, mais cela a toutes les chances de ne rester qu'un rêve.

## Chaos pour Barre

Barre, en tournée à Privas, a été accueilli par une manifestation des syndicats. C'est à grand-peine qu'il put entrer dans la mairie. Pour en sortir, il lui fallut emprunter une porte dérobée.

## PCF-PME un même combat

Dans Action, journal du PCF en direction des entreprises, discussion entre des ouvriers d'une petite entreprise. A une question: le patron pourra-t-il payer le SMIC à 2 400 F, un militant du PCF répond: «Le patron le reconnaît lui-même: si les concurrents augmentent les salaires en même temps que lui, ça ne le gêne pas de nous augmenter. Et puis le Programme commun que soutiennent les communistes prévoit toute une série d'aides en faveur des petites entreprises». Au fait, qui reproche au PS de vouloir faire des cadeaux aux patrons?

Au cas où les travailleurs de cette entreprise ne seraient pas enclins à faire des cadeaux à leur patron, on leur donne quelques raisons: «Les conditions de travail, c'est infernal. L'été, il fait 38° dans les ateliers. On a de plus en plus de dépressions nerveuses». Il est décidément bien difficile pour le PCF de concilier les intérêts de toutes les couches sur lesquelles il veut s'appuyer pour la réalisation de son projet.

## Barre au Club de la Presse : DU VENT

C'est vraiment un Barre en fin de parcours qui s'est exprimé dimanche soir au Club de la presse. Les résultats de sa politique? Avec d'autres, ce serait pire. Ses objectifs si la majorité est reconduite? Continuer «l'effort d'adaptation de notre économie au monde nouveau», autrement dit l'austérité. A une question sur le montant du SMIC, il trouve moyen de répondre qu'on en a fait «une affaire mythologique». Les travailleurs payés au SMIC apprécieront.

Pour le reste, il a surtout esquivé les questions. Que se passera-t-il si la gauche

passé? Mais voyons, cela n'arrivera pas. «Le franc s'enfoncé». «Mais non». «Trouvez-vous normal que des partis puissent se payer des sondages dont le public n'aura pas connaissance?». «Je ne suis pas au courant».

L'alternance? Oui, mais sans Programme commun. Et de rendre hommage à la gestion de Schmidt, Callaghan et Soarès. Perche tendue au PS pour l'après 78?

Bref, beaucoup d'auto-satisfaction, la volonté de continuer, et la plate assurance que cela va durer encore des années. Une droite sans perspective.



## FABRE SORT DE L'OMBRE

«Il s'agit de savoir si le PC et le PS vont oublier le 3<sup>e</sup> partenaire»

Cela faisait quelques temps qu'il n'était pas parvenu à attirer les projecteurs de l'actualité sur sa boutique. Le Matin l'y aide complaisamment. Fabre, en effet, dans une interview, se déclare opposé à toute renégociation du Programme commun qui entraînerait une extension du champ des nationalisations. C'est pour lui une condition sur laquelle, dit-il, il ne transigera pas.

De plus, affirme-t-il: «Nous ne signerons pas cette fois de Programme commun que nous n'aurions pas négocié avec nos partenaires sur un pied d'égalité». Bien que de petite taille et de peu de poids par rapport à ses partenaires, il menace. «Notre position est bien connue. Elle repose sur l'équilibre nécessaire entre le secteur public et privé. Nos partenaires ont signé avec nous l'engagement de soutenir et de développer le secteur privé. Ils doivent se tenir à cet engagement et respecter ce nouveau contrat, s'ils ne veulent pas d'un nouveau 14 septembre».

Evidemment, bien qu'il semble s'être résigné au SMIC à 2 400 F (pouvait-il faire autrement?), il affirme qu'il faudra mettre en place des commissions départementales pour examiner le cas des entreprises qui auront des «difficultés» à satisfaire la hausse des salaires. Ses réticences devant une prise en compte des propositions du Programme commun, sont-elles motivées par le fait que plusieurs personnalités importantes du MRG s'apprêteraient, comme l'Elysée en fait courir le bruit, à participer à une nouvelle majorité distincte de celle des partis de gauche?

Fabre ne répond pas vraiment, affirmant que le MRG n'apportera pas sa caution à un gouvernement «conservateur». Ce qu'il faut, dit-il c'est une gauche «sachant concilier la nécessaire audace en matière de progrès social et la raison en matière économique».

On sait ce que signifie pour Fabre et ses partenaires, le langage de la raison!

## «A nous les voix écologistes» ou La démocratie vue par le PCF

Sous le titre: «Un vote historique», Leroy accorde une interview à L'Humanité Dimanche. A quelques jours d'une possible victoire, il estime que l'enjeu des prochaines législatives est encore plus important que pour celles de 1936.

Puis il affirme: «Les préoccupations contemporaines qui sont celles de la jeunesse sont aussi les nôtres».

Comment l'humanité va-t-elle contrôler l'énergie nucléaire, maintenir l'équilibre écologique, sauvegarder l'environnement, éviter la pollution, maîtriser le progrès et lui faire servir l'homme et non le capital sont des questions qui nous préoccupent. Il ne peut y avoir de véritable écologie sans mettre fin à la domination du capital qui subordonne tout à ses intérêts immédiats. Mais nous savons aussi qu'il ne suffit pas de changer la société pour résoudre les destructions écologiques de

la société contemporaine, il est bien que des gens alertent l'opinion. C'est pourquoi, avec tout le respect que j'éprouve pour les défenseurs de la nature, je leur dis que dans les conditions actuelles, le meilleur vote écologiste, c'est le vote communiste.»

Belle performance des démocrates que prétendent être les dirigeants du PCF! Pas une seule fois, il n'est signalé que le PCF est pour le programme nucléaire de la bourgeoisie et qu'il a même demandé à plusieurs reprises que celui-ci soit accéléré.

C'est ce que le PCF appelle «choisir dans la clarté». Votez pour nous, ensuite on fera peut-être semblant de discuter, mais de toutes manières, les centrales nucléaires prévues, vous les aurez!

C'est le grand débat démocratique que nous promet Marchais, s'il accède au pouvoir.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

## Impôts : c'est fini !

Impôts: c'est lundi 6 mars qu'expire le délai «supplémentaire» de six jours accordé par Barre. Passé minuit, le cachet de la poste faisant foi, son délégué percepteur pourra prélever un pourcentage supplémentaire de 10 %.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication: Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire: 56 942

## Braud-Saint-Louis

## VIGILANTS 24 H SUR 24 H

A la centrale nucléaire de Braud St Louis, la mobilisation des ouvriers des chantiers est toujours très forte. Après 8 jours d'une grève qui paralyse tous les travaux, Français et Immigrés ont reconduit le mouvement pour lundi, en fin de semaine dernière. 24 heures sur 24, un important piquet de grève est organisé, y compris le week-end, pour empêcher que les patrons des quatre entreprises du chantier ne fassent entrer les jaunes. Sur le coup des 7 h 30, c'est plusieurs centaines d'ouvriers qui se retrouvent au piquet, et dès 4 h du matin, l'équipe est renforcée de grévistes qui reviennent devant le chantier.

Les négociations sont toujours au point mort, les patrons mettant comme préalable à toute discussion la reprise du travail. La popularisation de la lutte s'engage sur les localités voisines du chantier, en particulier sur Blaye. Samedi, la CGT diffusait sur le marché de Blaye un tract qui rappelait les revendications : 65 F pour les grands déplacements, 45 F pour les petits. C'est d'ailleurs cette indemnisation des déplacements qui a été à l'origine de la grève, suite à la remise en cause d'un accord par la direction de chez Dumet, une des entreprises du chantier. Les 1 100 grévistes exigent aussi 3 %



Braud-Saint Louis : Avant le début des travaux. Déjà les garde-mobiles. Et aujourd'hui 600 grévistes poursuivis en justice.

d'augmentation, la suppression des deux premiers échelons de chaque catégorie professionnelle. Les salaires versés à Braud Saint Louis sont très nettement inférieurs à la moyenne des salaires pratiqués sur les autres sites. Les grévistes considèrent l'EDF comme responsable,

en tant que maître d'œuvre, du non respect par les entreprises travaillant sur le site, des conventions collectives et de différents accords professionnels qu'elles se sont pourtant engagées à respecter lors de la signature du marché. Il y a quelques jours, le directeur de la centrale

parlait encore de Blaye en «poète» : «Dans le soleil couchant, Blaye détient encore l'étoile et la clé d'or». Face à cette grève déterminée, que l'assignation en justice de 600 ouvriers n'a pas fait reculer d'un pouce, ses rêves se sont sans doute transformés en cauchemar.

## Caro : répression après la grève

● A la suite du mouvement de grève mené début février par les opérateurs de l'une des sections microfilm de la société de sous-traitance CARO (siège social à Paris, 3 antennes en province), le syndicat CFDT Botor-PUB-R.P., une délégation des grévistes et la direction de l'entreprise ont signé le 16 février 1978 un protocole d'accord garantissant les salaires du personnel de cette section.

Trois jours après la signature de ce protocole, la majorité des grévistes ont reçu des lettres d'avertissement ou de licenciement pour faute grave.

Le BETOR/PUB/R.P. CFDT s'élève avec force contre ces sanctions disciplinaires qui constituent une atteinte directe au droit de grève.

CARO, entreprise de travail à façon, assure, entre autres activités, le microfilmage des documents d'archives de la BNP. CARO dont le siège est à Paris, sous-traite également en province et, pour compliquer la situation, se restructure en créant une nouvelle société (BRM) dans laquelle ses dirigeants versent une partie de ses capitaux — et de son personnel —.

CARO-BRM occupent ainsi une centaine de personnes réparties en cinq centres : 1 à Marseille, 1 à Lyon, 1 à Bordeaux, 2 à Paris.

Les opérateurs de la section Microfilm classique de CARO Paris (rue de Reuilly) s'étaient mis en grève en janvier pour obtenir de meilleures conditions de travail, une réduction des cadences (la direction impose le microfilmage de 7 000 documents par jour, exigence toute provisoire), l'organisation des élections professionnelles, la reconnaissance du droit syndi-

cal, un salaire minimum décent.

Tout a commencé en réalité au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1977. Les opérateurs en lutte étaient alors parqués dans une cave exigüe, surchauffée, bruyante, insalubre et travaillaient en 3 postes de 7 h à 23 h 30. Après l'intervention de l'inspecteur du travail, les opérateurs furent transplantés dans des locaux mieux adaptés.

Le 1<sup>er</sup> février, les opérateurs réunis en Assemblée générale entamaient un mouvement de grève pour la satisfaction immédiate de leurs revendications :

- 2 350 F pour tous
- Paiement du 13<sup>e</sup> mois
- Paiement des tickets-restaurant
- Organisation du travail assortie d'une baisse des cadences.

Le 16 février, ils obtenaient satisfaction sur la majeure partie de leurs revendications.

Communiqué CFDT Botor-Pub

## CFDT «questions pour 78»

## UNE PLACE CENTRALE A LA NÉGOCIATION

Dans la série «questions pour 78», *Syndicalisme Hebdo* apporte les réponses de la Confédération CFDT sur le thème «Victoire de la gauche et négociations». Ce thème de la négociation avait été particulièrement développé lors du dernier Conseil national de la CFDT avant les élections de mars, notamment avec le rapport Moreau. Une fois de plus, la direction CFDT insiste sur la nécessité de négocier au niveau le plus bas possible, le gouvernement de gauche déterminant *«la nature, le contenu, le rythme des transformations à apporter»*, en négociant avec les syndicats. *«Il ne suffit pas, pour régler les problèmes, d'une seule négociation au niveau national. D'abord, parce que, bien évidemment, à cet échelon-là, on ne peut prendre en compte toutes les réalités. Mais surtout, parce que si on considère les problèmes spécifiques que rencontrent les travailleurs tous les jours dans les entreprises et les branches, qui est*

*mieux placé que les intéressés eux-mêmes pour les aborder et les résoudre par la négociation?»*. Argument de bon sens, pourrait-on dire. Mais, en apparence seulement. Car depuis quelques mois, la direction CFDT essaie d'accréditer l'idée que les seules luttes payantes se passent au niveau des régions et des branches, pas au niveau national. C'est le pseudo-bilan de l'échec réel des journées nationales d'action. En fait ce qu'elle cherche, c'est dès aujourd'hui à détourner les travailleurs d'actions ayant pour cible un gouvernement de gauche, et précisément un gouvernement socialiste homogène, qui serait par ailleurs l'objet à coup sûr, d'attaques de la part du PCF et de la direction CGT.

Deuxième point important, c'est le rôle auquel la direction CFDT aspire sous un gouvernement de gauche : *«Pour éviter une confiance passive des travailleurs, qui risquerait de laisser désarmé un gouvernement de gauche affronté*

*à la droite, pour éviter aussi toute tentative de débordement qui conduirait à l'échec, le syndicalisme doit avoir toute sa place de partenaire social. C'est là une condition nécessaire pour assurer la convergence des processus de transformation et pour maîtriser les évolutions»*. Très clairement, la direction CFDT se donne comme tâche de maintenir les travailleurs dans les limites fixées par le gouvernement de gauche quel qu'il soit, et n'envisage la mobilisation des travailleurs que comme un appui à ce gouvernement de gauche. Nous voilà prévenus. Mais alors à quoi bon faire des phrases sur l'autonomie des organisations syndicales ? Pourquoi parler de *«défendre les intérêts des travailleurs, avec un gouvernement de gauche comme avec le gouvernement de droite actuel»* ? C'est bien ce que souhaite la grande masse des syndiqués CFDT, mais ce n'est pas ce que nous annonce la direction confédérale.

## Foyer Sonacotra, foyer Romain Rolland

## HALTE AUX PROVOCATIONS

Aujourd'hui les menaces se concrétisent au Foyer Romain Rolland de Saint Denis. Voici les faits :

— Déjà, le 27 janvier 1975, le veilleur de nuit du foyer déchirait nos tracts et provoquait les résidents.

— Samedi 18 février 1978 à minuit, au Foyer Romain Rolland de Saint Denis, le veilleur de nuit du foyer s'est «exercé» au tir dans les locaux du bar. Des impacts de balles ont été découverts par les résidents sur les murs de la salle et le poste de secours du foyer a été transpercé de plusieurs balles. La seule excuse donnée par le veilleur de nuit, qui a admis les faits, était qu'il était un peu saoul ce soir là.

Déjà à plusieurs reprises nous avons alerté les autorités locales et la direction de la SONACOTRA sur les agissements de cette personne, qui à plusieurs reprises a menacé des résidents avec son arme et les a provoqués, surtout dans les moments où il était pris de boisson.

Déjà, nous ne comprenons pas que certains personnels de la SONACOTRA soient armés, et les provocations ne manquent pas dans notre foyer, mais nous considérons que c'est une véritable provocation de la part de la SONACOTRA de maintenir en place, malgré les nombreuses protestations appuyées sur des faits, un personnel (veilleur de nuit, homme de service et gérant), qui représente un danger réel pour la sécurité des résidents du foyer.

Stoléru a demandé au Ministère de l'Intérieur une enquête contre le Comité de coordination, mais il ne s'inquiète pas des actes de violence ou des provocations venant des gérants et autres veilleurs de nuit de la SONACOTRA.

D'autre part : vendredi 24 février 1978, à 23 h 45, une voiture Simca 1 100 immatriculée 670 BSE 75 a surveillé les résidents et leurs délégués, à leur descente de l'autobus 150, cité Floréal, venant de la

Villette. Cette voiture a suivi des résidents de la Villette jusqu'à l'entrée du foyer, ses trois occupants, proférant des propos provocateurs.

Les résidents qui étaient présents, ont évité de répondre à cette provocation.

Nous, Comité de résidents du foyer Romain Rolland, nous dénonçons toute nouvelle provocation venant de la SONACOTRA et de ses alliés. Quoiqu'il arrive, c'est la SONACOTRA et le pouvoir qui en sont responsables.

Nous appelons tous les travailleurs et tous les démocrates à prendre l'initiative contre ces provocations et pour soutenir notre juste lutte, pour l'aboutissement de toutes nos revendications.

Le comité de résidents du foyer Hôtel de la SONACOTRA avenue Romain Rolland SAINT DENIS

# 12 mars : En lisant leurs programmes : DES CHIFFRES ET DES MOTS

# LE PCF : UN «ÉTAT DÉMOCRATIQUE» OU LES MASSES N'ONT QU'A SE TAIRE



● Question cruciale que celle de l'Etat : c'est le problème du pouvoir réel, de la classe qui l'exerce. En janvier 1976, le PCF abandonnait toute référence à la dictature du prolétariat. Il ne faisait pas là que mettre sa ligne avouée en accord avec ses actes. Le prétexte avancé était notamment le suivant : le terme de «dictature» évoque automatiquement les régimes fascistes de Hitler, Mussolini, Salazar et Franco, c'est-à-dire la négation même de la démocratie.



«Derrière le roi de l'Elysée, il y a les rois de l'acier, de la chimie, du pétrole, les rois de l'argent. L'Etat c'est eux. Il faut que vous puissiez dire enfin : l'Etat, c'est nous.» (1)  
«Il y a sans aucun doute, dans l'Etat actuel, quelque chose à supprimer : c'est le pouvoir du grand capital.» (2).

Telle qu'elle est aujourd'hui, la machine d'Etat est perçue quotidiennement par les masses populaires comme un insupportable instrument d'oppression. C'est l'armée, formée depuis longtemps dans les expéditions coloniales, qui fait subir ses brimades aux jeunes appelés, brise les grèves et se prépare à la guerre civile. C'est la police, avec ses «bavures», ses agressions quotidiennes contre les grèves, la répression qu'elle fait subir à des couches entières telles que les jeunes et les immigrés. C'est le règne de la bureaucratie, qui intervient à tous les détours des problèmes de santé, de logement, de cadre de vie, de production.  
Cet immense corps chaque jour plus parasitaire, le PCF nous propose de nous l'approprier. Mais qu'en avons-nous à faire ? Notre problème, au contraire, est de nous en débarrasser. Le peuple n'a nul besoin d'une telle concentration de bouches inutiles, spécialement formées en vue de lui faire subir l'exploitation de la classe dominante. Quiconque veut maintenir cet Etat va contre nos intérêts. Quiconque, comme le PCF, prétend nous en faire cadeau, nous ne pouvons que le soupçonner de vouloir s'en emparer en notre nom mais pas pour nous.

«Au sein de l'Etat, la masse des cadres - y compris les cadres supérieurs - reste chargée de tâches classiques d'administration». Il ne faut pas ignorer tout le potentiel disponible chez ces cadres en faveur de l'intérêt public» (3)

«Ne plus être des robots. Avoir notre mot à dire là où se décide ce qui fait notre vie. Prendre part aux décisions, réellement, partout, à tous les niveaux (...) de l'administration de mon village au gouvernement de la France». (1)

C'est la fameuse «autogestion» version Marchais, dont il s'agit ici. Commençons donc par le haut. Par «le gouvernement de la France» ; dans un même livre, à 25 pages d'intervalle, le PCF

écrit successivement : «Le travail de l'Assemblée nationale doit être relié en permanence à l'expérience vivante des masses et, dans toute la mesure du possible, lui être soumis». Et : «A tous les échelons de l'Etat, les orientations générales de base doivent être fixées par les assemblées issues du suffrage universel (...) Ces assemblées disposent d'un exécutif. Elles détiennent donc le pouvoir.» (2) Exemple typique des comptes en partie double tenus par le PCF. D'un côté, on emploie une formule laissant toute possibilité de gouverner à l'écart des masses (on les consultera «dans toute la mesure du possible» (c'est-à-dire pas du tout, si on estime que c'est «impossible»). De l'autre, après avoir laissé planer cette ambiguïté, on définit nettement où se trouvera le pouvoir : pas entre les mains du peuple.

«Démocratie» : toute la question est là. Car, depuis cette époque, le PCF s'est lancé à corps perdu dans une propagande «autogestionnaire» : il cherche à se faire passer comme le plus chaud partisan du «pouvoir à la base», de l'intervention des travailleurs dans leurs propres affaires. Ainsi, le terme même de «démocratie», paraît venir répondre à la méfiance entretenue par l'expérience des pays de l'Est, où les travailleurs se trouvent privés de tout pouvoir comme de tout droit à la parole.

«Sous le socialisme, les travailleurs disposeront, et l'Etat organisera.» (2)

Il s'agit de prendre en notre nom, et après nous avoir prétendument consultés, les décisions allant à l'encontre de nos intérêts fondamentaux. Ainsi, chaque vote de budget dans une mairie qu'il dirige est, depuis quelques années, précédé de toute une campagne où l'on consulte prétendument la population avant d'augmenter les impôts.  
Tel est le prix dont se paie la volonté de maintenir intact l'appareil d'Etat : tout pouvoir de décision qu'on prétend donner aux travailleurs n'est qu'une illusion de pouvoir.

«Tout recours à des moyens arbitraires d'Etat, administratifs ou autres, sera exclu dans le principe et dans la pratique par le pouvoir démocratique» (2)

Quand le PCF, dans les municipalités qu'il dirige, refuse des salles sous divers prétextes aux associations autres que celles qu'il contrôle étroitement, s'agit-il ou non, dès aujourd'hui, de «moyens arbitraires» ? Quand il veut dissoudre, comme à Vaulx en Velin (Banlieue lyonnaise) une association, l'APACS, où la municipalité est présente sans parvenir à tout diriger, s'agit-il ou non de «moyens arbitraires» ? Quand le service d'ordre du PCF s'en prend au cortège autonome des femmes, dans la manifestation du 1<sup>er</sup> mars 1976, s'agit-il ou non de «moyens arbitraires» ?

D'ailleurs, le PCF entend maintenir les corps répressifs existants. Il écrit par exemple à propos de la police que «sa suppression n'est pas à l'ordre du jour» (2). Pourquoi faire ? Dans une publication spécialement adressée aux gendarmes, le PCF répond : «Cette arme doit préserver sa nature, sa place traditionnelle dans l'armée». Il s'agit de ses «tâches de surveillance, de renseignement, de prévention».

Certes, il s'agit bien de changer quelque chose ; mais la fédération CGT de la police, dirigée par le PCF, précise : «Ce n'est pas une grande transformation administrative qui est nécessaire, mais bien une redistribution des pouvoirs de police». Ainsi, notamment, ceux des maires se verraient considérablement renforcés. En somme, les «municipalités démocratiques», gérées par des élus PCF, se verraient mises dans la possibilité de mieux étouffer toute voix discordante, tout mouvement de masse mettant en cause la nature de leur gestion.

«Le pouvoir démocratique aura pour mission de faire respecter sans faiblesse la légalité, établie dans des conditions démocratiques, par laquelle viendrait à la violer.» (2)

«Toute confusion entre Etat et partis est rigoureusement exclue.» (2)

Il s'agit de répondre à une crainte justement répandue : que l'appareil du PCF vienne fusionner avec l'appareil d'Etat existant, pour mieux organiser l'oppression de classe que celui-ci assure aujourd'hui.

Mais à tous les niveaux et dans tous les domaines, le PCF prône la mise en place de structures «paritaires» : régions, entreprises, administration, jeunesse, culture, sports, logement, sécurité sociale, enseignement, armée même : tout y passe. Régulièrement, à côté des représentants de l'Etat, on trouve dans ses propositions une catégorie de «représentants» de couches ou secteurs d'activité concernés. Trait général : il ne s'agit jamais de délégués directement issus de la base, contrôlables et révocables par elle. Au contraire, soit ce sont des hommes désignés par des «organisations représentatives» ; soit ils sont élus, mais sur des listes préalablement sélectionnées par ces mêmes «organisations représentatives». Comme le PCF dirige un nombre impressionnant de ces instances, les unes ayant une réelle importance, comme la CGT, les autres étant plutôt fantomatiques, comme «l'Union des femmes françaises», il s'agirait tout simplement, pour nous «représenter», de mettre en place ses hommes.

La conception que le PCF a de son rapport avec les masses se trouve tout entière contenue dans le discours que Marchais a fait aux intellectuels le 9 juin 77 : il regrette «la mise à l'écart de la classe ouvrière de la direction des affaires du pays». Et il précise aussitôt : «Cela fait trente ans que le parti de la classe ouvrière est exclu des responsabilités nationales». La classe ouvrière, c'est le parti de Marchais. Il parle en son nom, et quand il agit contre elle, il prétend qu'elle n'existe pas en dehors de lui.

Telle est la réalité du pouvoir que le PCF veut mettre en place : un Etat renforcé, où l'on agirait au nom de la classe ouvrière contre la classe ouvrière, au nom de la majorité contre les intérêts de la majorité.

«Aucun pouvoir n'est véritablement fort que de la libre adhésion et du soutien volontaire des masses» (2)

Adhérer, soutenir... voilà exactement à quoi les masses sont conviées. S'agit-il bien de cela, dans les luttes qui se développent sur tous les fronts ces dernières années ? Ne s'agit-il pas plutôt, tout simplement, de décider ? Mais le PCF qui parle toujours de la participation des masses pour leur ôter aussitôt le pouvoir de décision, comme nous le voyons à propos de l'Assemblée Nationale ou de la commune, entend en fait autre chose.

(1) : Brochure du PCF : Vivre  
(2) : Sève, Hincker, Fabre : Les communistes et l'Etat.  
(3) : Les cadres aussi  
(4) : Pour une avancée décisive de la démocratie (8.11.77)  
(5) : La correspondance armée-nation, mars 78

## INFORMATIONS GENERALES

## Journée nationale des infirmes

## «LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS, IL SE PREND !»

● Dimanche avait lieu la «journée nationale des paralysés et infirmes civils». Alors que la loi d'orientation a été votée le 31 décembre 1975 et mise en application le 31 décembre 1977, les «bonnes âmes» des quatre grandes associations gestionnaires, qui avaient réclamé l'application de cette nouvelle loi répressive, étaient de sortie, armées de leurs cébiles. Beau simulacre de solidarité, alors que des handicapés revendiquent les mêmes droits que les autres travailleurs, et pour faire aboutir leurs revendications adoptent des méthodes de lutte dures comme la grève et l'occupation du CAT (Centre d'Aide par le Travail) à Besançon.

Les Associations gestionnaires se donnent assurément bonne conscience par cette quête nationale alors qu'elles demandaient à cors et à cri l'application de la loi Lenoir. Cette loi dite «en faveur des personnes handicapées» ne vient en fait, sous couvert de justice sociale, que pour mieux enfermer les handicapés dans leurs ghettos et renforcer la surexploitation dont ils sont victimes. Avec cette nouvelle législation, les centres spécialisés vont se développer et se remplir (les handicapés n'auront guère le choix), le profit pourra augmenter ; d'où l'appui des Associations qui participent à la gestion de ces centres. Dans ces centres, aucun droit ! Le fichage intervient dès le début et ne vous quitte plus, aucune activité syndicale ou politique n'est autorisée, pour tout salaire jamais plus de 70 % du SMIC (c'est interdit par la loi) ! Bonne aubaine aussi pour les patrons qui peuvent recourir à cette main d'œuvre peu chère en faisant travailler en sous-traitance ces centres ; outre le bénéfice qu'ils extorquent en plus (environ 50 % sur la main d'œuvre) ils voient dans ce système, une garantie pour la paix sociale.

Les journées nationales ne sont en fait qu'un prétexte pour mieux éluder la question du sort que réserve la société capita-

liste à ceux qu'elle juge «marginés». On voit là apparaître toute l'hypocrisie de cette société d'exploitation qui crée elle-même les victimes dont elle se servira ensuite pour justifier une quelconque politique «sociale». Politique «sociale» qui autant que faire se peut, perpétuera l'exploitation des travailleurs. Cette société qui fait 100 000 handicapés graves par an dans les usines (une toutes les cinq minutes) et aussi 50 000 sur les routes. Aucune quête ne pourra effacer cette vérité ! La majorité des associations de luttes de handicapés s'est prononcée contre ce simulacre de solidarité qui justifie l'existence d'associations qui, elles, ne défendent que leurs intérêts sans se soucier de ceux qui sont véritablement concernés. Dernièrement la PCF, pour ménager les dites associations, tout en essayant de récupérer celles qui luttent, dans le cadre de son programme, ne remettait pas en cause ces quêtes nationales. Pour lui, en effet, elles restaient une manifestation de solidarité, malgré le peu de contrôle de la destination des fonds recueillis.

Mais le mot d'ordre des organisations de lutte des handicapés, rejette toutes ces manœuvres : «Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend !».

Pierre CHATEL

## L'affaire Pellerin en appel le 9 mars

L'affaire de la famille Pellerin remonte à bientôt 4 ans. C'est une fois de plus une reprise abusive. Un premier jugement du tribunal paritaire de Nantes reconnaissait la reprise comme frauduleuse, mais n'accordait aux fermiers qu'une indemnité. Ils exigent, comme c'est leur strict droit, d'être réintégrés dans la ferme qu'ils louaient depuis 1964, à la Pinsonnière en Mésanger. Ce nouveau procès en appel, aura lieu le 9 mars à 14 heures, au Palais de justice de Rennes.

«Paysans-travailleurs» de Loire-Atlantique appelle «à la mobilisation de tous les fermiers, mais aussi de tous les paysans exploités par les propriétaires, par les firmes, par les banques».

## Belgique : intoxication au plomb

La semaine dernière, neuf enfants ont été hospitalisés à Anvers à la suite d'analyses du sang qui ont permis de découvrir des traces de plomb supérieures à la normale. Il s'agirait d'une intoxication due à un dépôt de minerai à l'air libre, de la société Hoboken. Ce danger avait déjà été dénoncé il y a plusieurs années par des paysans qui avaient remarqué le décès suspect de certains animaux.

## Après ceux du procès Willoquet

## DES JURÉS D'AIX EN PROVENCE DÉNONCENT A LEUR TOUR DES PRESSIONS DONT ILS ONT ÉTÉ L'OBJET

● Après les quatre jurés de l'affaire Martine Willoquet, de nouveaux jurés ont décidé de raconter publiquement les pressions dont ils ont été victimes. Ce témoignage, exceptionnel, car il marque la fin de l'ère du silence et accentue la crise de la justice bourgeoise, émane de plusieurs jurés d'Aix en Provence. «Nous jugeons théoriquement au nom du peuple français, mais ce n'est pas vrai ! Il n'est pas possible de rendre un jugement indépendant». Cette déclaration des jurés d'Aix ne

## L'UTILISATION D'UN JOURNAL RACISTE

«Le premier jour de la session, le président insiste sur la charge dont nous sommes investis. Nous jugeons théoriquement au nom du peuple français, mais ce n'est pas vrai... Il n'est pas possible de rendre un jugement indépendant. La présence du président et de ses assesseurs au cours des délibérés perturbe l'indépendance du jury populaire. Ces juges professionnels abusent de leur savoir technique, des subtilités que leur confère la connaissance du milieu criminel. Pour moi, c'est clair : le délibéré n'est que la continuation du réquisitoire de l'avocat général. J'ai décidé maintenant d'en appeler aux jurés français».

## AUTRE TÉMOIGNAGE...

«Est-il normal qu'un assesseur du président produise, au cours d'un délibéré, la lettre d'un justiciable «révolté par le laxisme de la justice» ? A au moins deux reprises, ce magistrat professionnel a donné lecture d'une lettre d'un témoin d'un hold-up dans un agence bancaire des Bouches du Rhône, mécontent de «la magnanimité de la cour d'assises à l'encontre des braqueurs». Ce citoyen «révolté» par l'indulgence de la cour lors d'une affaire précise, avait écrit cette lettre personnelle au président de la cour...»

C'est cette lettre qui fut utilisée lors des délibérés de la dernière session.»

«J'ai été atterré quand l'un des magistrats a donné lecture d'un article de journal. Il s'agissait du Méridional. A l'appui de cette lecture, nous avons été interpellés par le magistrat en question sur ce thème : les journalistes sont nombreux à suivre cette affaire, la presse est avec nous, nous devons rendre justice fermement...»

Un autre : «Les magistrats analysent trop parfaitement au bout de plusieurs audiences la personnalité de chacun des jurés. Les juges, avec leur connaissance technique, servent à chacun des arguments «à la carte» susceptibles d'ébranler les uns et les autres. Seule la participation de la défense aux délibérations peut éviter cette pression évidente des magistrats. Un exemple ? Quel est l'effet sur un jury de ce discours ? : «Vous savez, l'avocat de l'accusé est un avocat de milieu. Méfiez-vous de tel ou tel argument.» A plusieurs reprises, j'ai constaté que les magistrats établissent un lien de connivence entre les avocats et leur client. On imagine l'effet d'une telle argumentation sur des jurés pour qui la robe rouge du président est le garant de la morale sociale la plus juste.»

On songe à l'Allemagne fédérale où les avocats de la défense sont de plus en

plus systématiquement assimilés aux accusés. manquera pas de susciter de nouvelles et violentes réactions de la part des défenseurs de cette «justice», qui sentent un peu «le sol se dérober sous leurs pieds». Il n'est pas besoin de rappeler l'importance du rôle des jurés comme caution de la soi-disant «neutralité» de la justice... Les extraits que nous publions de cette lettre ont le mérite de détailler avec précision l'importance des pressions dont des jurés soi-disant «libres» sont en réalité l'objet.

Enfin, comble de cynisme : «Le président nous a fait un discours étonnant sur le scandale de l'incarcération à la prison des Baumettes : promiscuité, surpeuplement. Mais son argumentation n'était pas neutre... Pour lui, dans une affaire précise, une peine plus lourde «offrirait» à l'accusé une réclusion en centrale. Les jurés, séduits, augmentèrent de deux ans la peine fixée...»

Dans leur appel, les jurés d'Aix proposent : «Nous devons obtenir une modification du fonctionnement des jurys : les avocats de la défense doivent participer au même titre que les magistrats, aux délibérations. Il n'y a pas d'autre moyen pour rétablir l'équilibre entre le jury populaire et les magistrats professionnels.»

tion, qui tranche la plupart du temps dans le sens de la peine maximum, lui a infligé 10 ans de prison. Le fils de Martine Willoquet ne lui sera donc pas rendu d'ici 7 ans. Payreffitte, dont on connaît le diagnostic qu'il fit du «mal français», savait lui aussi tout cela. Il a repoussé le dossier de demande en grâce : Giscard ne souhaiterait pas, en ces circonstances électorales, avoir à trancher un pareil cas : on ne peut pas impunément crier sans à «l'insécurité, la violence». D'autant que les autres partis, et en particulier le PCF, sont là, prêts à récupérer des voix sur le thème de la «sécurité».

## MONTÉE DES PEINES OU «MONTÉE DE LA VIOLENCE»

La dénonciation faite par les jurés du procès Willoquet a soulevé une véritable tempête. Le chroniqueur du Figaro s'en prenait l'autre matin à ces jurés «ne respectant pas le devoir sacré de réserve» qui leur impose le secret sur les délibérations, y compris une fois le jugement rendu. Et de faire le parallèle avec ceux qui violent le secret médical, judiciaire, etc.

DES JURYS POPULAIRES ?

La revendication des jurés d'Aix — faire participer les avocats de la défense — ne peut certainement pas mettre un terme aux pressions, ni rendre la justice «indépendante», ambition quelque peu idéaliste dans cette société de classes. Mais elle dépouille un peu plus ce pan de l'appareil d'Etat de ses oripeaux mystificateurs de justice «populaire» où le jury, c'est-à-dire «le peuple» trancherait seul. La réalité est toute autre : dans les petites villes, c'est le maire lui-même qui désigne les jurés, sur la base de critères de «moralité», c'est-à-dire parmi les notables, les gens d'un certain âge, d'une certaine «position sociale», et faisant montre d'«esprit de responsabilité».

Dans des villes plus importantes, le choix s'effectue dans des secteurs bien précis (comités de notables locaux, etc.).

La démarche courageuse des jurés d'Aix contribue à lézarder un peu plus l'édifice de cette justice de la bourgeoisie.

Pierre PUJOL

## «Poussière d'ange» : quatre cents morts

400 décès à mettre sur le compte de la «poussière d'ange». C'est le bilan de cette drogue de plus en plus répandue, faite à partir de produits chimiques (et même avec de la mort-aux-rats par les fabricants les moins scrupuleux). Cette drogue, qui a vu sa consommation quadrupler aux USA cette année, est particulièrement dangereuse ; elle ne s'élimine ni par les urines, ni par le sang et affecte les tissus cervicaux ; à haute dose, elle provoque de graves troubles respiratoires. Ses effets sont imprévisibles et souvent mortels. Elle déclenche des amnésies, des comas prolongés ou de violentes crises de schizophrénie qui peuvent se faire sentir plusieurs années après avoir cessé son usage. «Poussière d'ange», un nom enchanteur pour de belles opérations financières et la mort en prime.

# «URSS-USA HORS D'AFRIQUE !»

## Succès de la manifestation samedi à Paris

● Samedi 4 mars s'est déroulée à Paris, à partir du métro Oberkampf, une manifestation pour dénoncer l'intervention du social-impérialisme dans la Corne de l'Afrique. La manifestation était organisée à l'appel du PCRmi, de L'Humanité rouge, de l'OCF, de l'U.E.E.F. (Union des Étudiants Éthiopiens en France), de l'UNECAS (Union Nationale des Étudiants de la Côte d'Afar-Somalie) et de l'UEIF (Union des Étudiants Irlandais en France, membre de la CISNU).

Réunissant, par une rapide mobilisation, d'un millier de personnes, la manifestation prend le départ, avec de nombreuses banderoles et drapeaux rouges. Les mots d'ordre sont largement scandés, notamment : «Halte à l'agression soviéto-cubaine», «Brejnev, Carter, hors d'Afrique», «Unité des peuples

du Tiers Monde contre l'impérialisme», «Vive la lutte du peuple érythréen», «Vive la lutte du peuple somalien», «Vive la lutte du peuple éthiopien», et aussi «A bas le fascisme en Iran», «Vive le soulèvement populaire en Iran».

La manifestation est accueillie avec intérêt et sympathie par les nom-

breux travailleurs français et immigrés, présents dans les rues des quartiers populaires traversés. Un travailleur africain, qui a rejoint à mi-parcours la manifestation, nous dit : «C'est une bonne chose que des Français, et des Africains manifestent ensemble aujourd'hui pour faire connaître les problèmes de l'Afrique. Il faut affirmer clairement que les pays africains doivent pou-

voir régler leurs problèmes entre eux, sans intervention des grandes puissances extérieures».

Pendant le regroupement, des camarades des organisations africaines nous avaient précisé leur point de vue. Un camarade éthiopien de l'UEEF nous a dit notamment : «Nous nous félicitons de cette manifestation. Cela montre que les révolutionnaires en France ont pris conscience

de la gravité de la situation ; le complot du social-impérialisme en Éthiopie a été dévoilé. Je pense qu'en fin de compte l'Éthiopie sera le Vietnam de l'URSS. Il faut continuer l'effort de mobilisation commencé aujourd'hui».

Des étudiants de Djibouti, aussi bien membres de l'UNECAS que de l'UNEP, soulignent qu'ils sont

tous d'accord pour dénoncer l'intervention soviéto-cubaine dans la région. La guerre accroît considérablement les difficultés de Djibouti (aggravation de la situation économique et sociale due à l'afflux de réfugiés). De plus, la menace d'une intervention à Djibouti même n'est pas à exclure. Dans le tract qu'ils diffusent, les militants de l'UNECAS soulignent aussi qu'en Somalie Occidentale, le peuple a toujours lutté pour sa libération nationale ; ils rappellent que dès 1948, celui-ci s'est soulevé contre les armées éthiopiennes et britanniques qui voulaient lui imposer le partage colonial.

Très militante, la manifestation s'est achevée place Gambetta. Après les interventions de plusieurs organisations, les participants se sont séparés après avoir entonné l'Internationale. Bien après la dispersion, des discussions se poursuivaient avec les habitants du quartier qui, après avoir lu les tracts diffusés ont demandé des précisions et débattu de la situation en Afrique et du rôle qu'y joue l'URSS.

J.P. C

### Ogaden : combats pour Jijiga

Les combats font rage actuellement à Jijiga, localité d'importance stratégique en Ogaden, entre les forces éthiopiennes et soviéto-cubaines, et les forces somaliennes. Le gouvernement éthiopien annonce la reprise de la ville. De son côté, le FLSO a annoncé que cette attaque avait été lancée il y a une semaine, à l'aide de 70 chars transportés par hélicoptères et des unités parachutées. Selon le FLSO, cette offensive serait directement prise en main par les Russes et les Cubains. Le FLSO affirme que la ville de Jijiga, malgré la violence des combats, est toujours contrôlée par les forces somaliennes.



# Révolution et production dans la petite brigade de Tatchai (4)

Correspondance de Pékin

● Dans le dernier numéro du Quotidien, notre correspondant nous montrait combien la personnalité et l'histoire du fondateur et dirigeant de la cellule du parti communiste, dans la petite brigade de production de Tatchai, Tchen Yong-kouei illustraient le fait qu'en Chine «la société a changé de base». Il nous parle aujourd'hui, à travers quelques exemples, de la manière dont la cellule de Tatchai conçoit son rôle.

### LA CELLULE DU PARTI ET SES RAPPORTS AVEC LES MASSES

En 1963, des pluies torrentielles anéantirent en quelques jours les travaux d'aménagement des terres, fruit de 10 ans de travail. Le découragement gagna nombre de membres de la brigade ainsi que les membres de la cellule. Certains allaient même jusqu'à dire : «Aujourd'hui, il n'est plus possible de ligoter tout le monde pour croupir dans la misère, que ceux qui sont capables vivent de leur adresse, que les autres végètent dans la médiocrité, laissons chacun faire seul son chemin». La cellule du parti tint réunion, sept soirées de suite, pour débattre de ces points. Tchen Yong-Kouei résuma les avantages majeurs que l'on retirait du principe de compter sur ses propres forces et montra les inconvénients qu'il

y aurait à choisir chacun son chemin, c'est-à-dire, faire marche arrière. Il précisa : «Les difficultés sont une mauvaise chose, mais aussi une bonne ; le capitalisme tire profit de nos difficultés ce qui permet à nos camarades de connaître le capitalisme et de le contrer». Le rôle de la cellule fut donc de mener la lutte de classes en son sein en distinguant les points de vue de classes que recouvraient les différentes positions, et d'isoler les points de vue erronés. Puis, elle lança un grand mouvement de critique dans toute la brigade contre les idées capitalistes au cours duquel décision fut prise de reconstruire le barrage démolé par les eaux et de remettre en état les champs.

Mais un autre principe est en vigueur dans la cellule : «Se soumettre à la surveillance des masses». Non seulement les cadres du parti et les membres de la cellule doivent travailler aux intérêts du peuple, en ne bénéficiant d'aucun privilège mais, ils doivent recueillir les idées des masses, et se soumettre à leur contrôle ; la devise de Tatchai est «pour un travail mal fait, chercher la raison au sein du parti, pour une erreur des masses trouver la cause dans la direction». Et encore, «celui qui a une objection à faire à un cadre le fasse sans détour ; c'est là la meilleure façon d'agir. Et l'endroit idéal, c'est là où il y a le plus de monde».

L'expérience acquise par la cellule dans ces domaines a fait que les influences de la ligne suivie par les «quatre» (les 4 dirigeants destitués de toutes leurs responsabilités en octobre 77) ont été faibles.

### TATCHAI ET LES QUATRE

Tatchai sut faire face aux attaques de tous ordres même quand elles vinrent d'en haut. Chiang Tsing (alors membre du B.P. du PCC) vint en septembre 76 pour la seconde fois à Tatchai, quelques jours avant la mort du Président Mao ; elle déclara en arrivant que : «Tatchai était devenu arriéré politiquement, qu'il ne pensait qu'à produire». Mais cela n'impressionna guère les paysans de Tatchai qui, nous ont-ils dit, ne portaient pas en très haute estime Chian Tsing depuis fort longtemps ; d'ailleurs Kouo Feng-lei, la jeune secrétaire de cellule, avait répondu par avance en 1975, lors de la 1<sup>ère</sup> conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, (alors que les 4 étaient encore au bureau politique) :

«On doit propager largement les idées du socialisme tout en travaillant avec ardeur pour la révolution. Faire la révolution en paroles et non en actes n'est pas faire la révolution».

Elle déclara encore, à cette même conférence, au moment où précisément, les «quatre» lançaient une campagne d'enver-

gure contre les cadres vétérans, taxés d'éléments engagés dans la voie capitaliste :

«Les difficultés ne nous ont pas empêchés d'avancer et les succès ne nous ont pas fait désirer le repos. Notre vieux secrétaire le camarade Tchen Yong-kouei, est maintenant au CC, nous avons encore ici, au sein de notre cellule du parti, plusieurs camarades de l'ancienne génération ; depuis l'époque de la révolution démocratique jusqu'à présent, cela fait une trentaine d'années, et ils n'ont rien perdu de leur dynamisme, ils continuent à faire la révolution et à mener le combat avec une ardeur admirable. Les autres membres de notre cellule ont surgi au cours de la grande révolution culturelle ; les nouveaux ne recherchent pas non plus les honneurs ni les avantages matériels, ni les loisirs, ils peuvent à l'égal des anciens faire la révolution avec tout autant de dynamisme car ils étudient toujours consciencieusement les œuvres marxistes-léninistes et du président Mao...».

Cette présentation de la brigade de Tatchai ne doit pas nous conduire à concevoir les campagnes chinoises à son image (les habitants de Tatchai sont les premiers à le dire). L'objectif que s'est fixé la Chine c'est que le tiers des districts chinois soit de type Tatchai en 1980 ; c'est dire la longueur du chemin qu'il reste à parcourir aux campagnes chinoises.

Cela étant dit, il est bon de rappeler que cette petite brigade que Mao lui-même avait proposée en exemple à toute la Chine en 1964, est le point de mire des 700 millions de paysans dans le cadre d'un mouvement pour s'inspirer de Tatchai.

Enfin, par delà les conditions spécifiques, pour ceux qui se posent la question du socialisme dans notre pays, la petite brigade de Tatchai, ses 470 habitants et son organisation communiste donne matière à réflexion que ce soit sur l'initiative des masses dans l'édification socialiste et le rôle du parti communiste pour la mettre en mouvement. FIN

Les trois règles pour les cadres à Tatchai :

- pas d'égoïsme
- pas de privilège
- prendre une part active au travail productif (au moins 340 jours pour les cadres masculins, 300 jours pour les cadres féminins).

Les trois interdictions :

- pas de réunion pendant le travail productif
- pas de travail administratif pendant le travail productif
- pas le droit d'appeler un membre d'une brigade pendant le travail.



## Les ventes d'armes américaines au Maroc

Dans son discours du trône prononcé vendredi dernier à l'occasion du dix-septième anniversaire de son règne, Hassan II a réaffirmé sa volonté de continuer sa politique d'annexion du Sahara et d'intervention en Mauritanie. Il a déclaré qu'il se rendrait en personne au sommet extraordinaire de l'OUA sur la question du Sahara. Il a également l'intention de développer les voies de communications entre le Maroc et le Sahara, notamment avec une voie ferrée El-Aïoun-Marrakech.

Cependant, le fait que le peuple sahraoui tienne tête victorieusement au régime expansionniste marocain, rend la situation d'Hassan critique, y compris aux États-Unis, qui avaient encouragé la politique d'agression du souverain marocain, dans l'espoir que l'annexion deviendrait rapidement un fait accompli. Aujourd'hui, la question de la politique à adopter en ce

qui concerne le Sahara divise profondément les milieux dirigeants américains. En particulier, la commande par le Maroc de 100 millions de dollars d'avions et d'hélicoptères rencontre une vive opposition au sein du département d'Etat et du Congrès. Des sénateurs ont en effet fait remarquer que dans les accords militaires entre le Maroc et les USA il était précisé que le Maroc ne devait pas faire usage des armes qui lui étaient vendues, hors de ses frontières. Or les USA ne reconnaissent pas officiellement la souveraineté du Maroc sur le Sahara, (d'ailleurs aucun pays ne le reconnaît, sauf la Mauritanie !)

A la suite de ces débats, le gouvernement américain a décidé de reporter sa décision en attendant le résultat de différentes consultations. C'est déjà une défaite pour Hassan II qui avait fait une demande «d'urgence».

## Birmanie : offensive de l'armée populaire

Une importante offensive de l'armée populaire dirigée par le Parti communiste birman est actuellement en cours au Nord-Est de la Birmanie. Alors que l'armée populaire contrôle déjà les zones libérées à l'Est de la rivière Salouen, elle a entrepris actuellement de s'assurer des bases opérationnelles à l'Ouest de cette rivière, ce qui lui permettrait ensuite d'avoir accès à la plaine de l'Irrawaddy, région la plus peuplée et la plus riche de la Birmanie.

## Jordanie : libération des prisonniers palestiniens

Hussein de Jordanie a libéré la semaine dernière plusieurs centaines de prisonniers palestiniens, parmi lesquels plusieurs dirigeants d'organisations de la Résistance palestinienne. Il pourrait recevoir cette semaine Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP. Cette volonté de rapprochement avec la Résistance apparaît au moment de la visite en Jordanie (vendredi) de l'envoyé spécial de Carter, Atherton.

Au moment où la politique de capitulation de Sadate semble vouée à l'échec, et alors qu'après l'affaire de Chypre et ses attaques contre l'OLP, le président égyptien s'est encore davantage isolé du monde arabe, les Etats Unis pourraient souhaiter une initiative de la Jordanie pour un «réglement global». Hussein, qui est resté muet sur la politique de Sadate, pourrait proposer une relance de la Conférence de Genève avec une représentation de la Résistance au sein d'une «délégation arabe unique».

## Allemagne : procès d'Irmgard Moeller

Irmgard Moeller, dernière survivante du septième étage de la prison de Stammheim, devait passer en procès lundi. Détenue depuis cinq ans et libérable l'année dernière, elle est rejuguée pour la participation à certains attentats, d'après un témoignage extorqué à un autre détenu. Ses défenseurs ont décidé de refuser les mesures de fouille totale auxquelles la police voulait les soumettre à leur entrée au tribunal.

## PCI : un nouveau soutien à l'austérité



Le PCI : Le crétinisme du pourcentage !

«Le PCI pourra entrer dans la majorité de gouvernement, mais il le paiera très cher». C'est à cette conclusion qu'étaient arrivés, après une dure polémique interne, les parlementaires démocrates chrétiens, au cours de leurs journées de jeudi et vendredi. Ils avaient ainsi retrouvé leur unité, alors qu'une fraction importante de la DC refusait non seulement la participation du parti révisionniste au gouvernement, mais même sa participation à la majorité.

«Concéder le minimum au PCI»: cette ligne a été précisée par quatre points auxquels la DC entend se tenir : 1. Le gouvernement doit être limité dans le temps et doit donner sa démission en décembre 78. Ainsi la DC veut éviter de se lier au PCI pour trop longtemps. 2. La DC ne doit pas céder sur la création d'un syndicat de poli-

ce lié aux confédérations syndicales alors que cette mesure est réclamée par le PCI. 3. Le programme du gouvernement doit «diminuer le coût du travail», c'est-à-dire imposer l'austérité aux travailleurs. 4. La majorité devra être une «convergence parlementaire» et non pas une «alliance».

C'est sur ces bases que

## NOUVEAU PAS VERS LE POUVOIR

l'accord entre les six partis de l'arc constitutionnel a été signé. Il ne s'agit pas seulement de jouer sur les mots. Andréotti, après avoir fait traîner en longueur les négociations, s'est donné les moyens de faire un minimum de concessions au parti révisionniste, et de s'assurer pour quelques mois un programme d'austérité et de répression. Ce sont l'«augmentation de la productivité», la liberté de licencier, la diminution du salaire réel, les mesures fascistes (limitation du droit de manifestation, déportation dans les îles) qui vont continuer.

Concluant à Naples une conférence nationale ouvrière de son parti qui a évité de faire écho aux problèmes qu'il rencontre dans les masses, Berlinguer a déclaré : «La tâche principale de la classe ouvrière est la lutte contre le terrorisme». Il a affirmé qu'il fallait «être à la fois conservateur et révolutionnaire», et que les travailleurs avaient besoin d'une «nouvelle politique économique fondée sur l'autolimitation des revendications syndicales, la lutte contre l'économisme et la consommation qui ont toujours corrompu la classe ouvrière ces dernières années».

On le voit, le parti révisionniste n'est pas en désaccord sur la politique d'austérité à imposer aux travailleurs, mais il se pose comme étant le meilleur pour la faire appliquer et pour résoudre à plus long terme la crise par le moyen du capitalisme d'Etat. C'est donc encore une fois sur les places qu'il veut obtenir au sein de l'appareil d'Etat que le parti de Berlinguer va se battre.

En effet, si un accord de principe a été signé, la crise n'est pas close : alors que la DC, suivant la ligne qu'elle s'est fixée, va tout faire pour minimiser la portée de l'accord, le PCI va se livrer à un marchandage acharné pour obtenir de nouveaux postes : en tant que membre de la majorité parlementaire, il a droit à des postes dans ce qu'on appelle en Italie le «sous-gouvernement» : direction des entreprises d'Etat, la télévision par exemple. Alors qu'il a reculé en acceptant de ne pas avoir de ministres, et qu'il n'a qu'une participation à la majorité concédée du bout des doigts, le parti révisionniste italien va tout faire pour obtenir le maximum d'avantages en échange de sa collaboration avec la bourgeoisie italienne en place.

## «Réglement» au Zimbabwe

## LA COMPLICITÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DES USA

«L'accord de «réglement interne» a été signé officiellement à Salisbury entre Smith, chef des racistes de Salisbury et les trois dirigeants africains qui ont accepté de collaborer avec lui.

Le «gouvernement intérimaire» comprendra les quatre signataires siégeant dans un conseil exécutif

Rappelons que le régime prévu par Smith et ses collaborateurs comportera un quart de sièges pour les blancs au parlement, avec droit de veto et cela pendant une période de dix ans ! Toutes les garanties, y compris le droit de propriété, sont données aux colons racistes, qui sont 250 000, alors que les Africains sont cinq millions. Avec l'Etat, la police et l'armée qui doivent demeurer tels quels, Smith peut ainsi continuer sa politique de répression et de guerre contre le peuple du Zimbabwe, d'autant plus qu'il prétendra agir au nom d'un gouvernement majoritaire et «légal».

Etant donné le peu d'influence de Muzorewa, Sithole et Chirau, qui ont consommé leur trahison en passant du côté des racistes, ce règlement interne ne pourrait être qu'un comédie sans importance. Mais il est soutenu par les impérialismes occidentaux qui lui donnent leur caution. A l'annonce de l'ac-

cord, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient déclaré qu'il s'agissait d'un «premier pas». Après la signature de cet accord, Owen, ministre des Affaires étrangères britannique s'est déclaré «satisfait».

En approuvant le règlement manigancé par Smith, les impérialistes occidentaux renient leurs propres propositions connues sous le nom de «plan anglo-américain». Ce plan avait des aspects positifs : il caractérisait le processus d'indépendance comme un processus de «décolonisation» pris en main par la Grande-Bretagne, il reconnaissait la nécessité de remettre en cause l'armée raciste et de changer les structures de l'Etat. C'est sur la base de ce plan que s'étaient engagées des négociations à Malte entre le Front patriotique du Zimbabwe et les Anglo-Américains.

Aujourd'hui Owen déclare que «le règlement» de Smith est le «début d'un processus». Il invite Muzo-

rewa et Sithole, signataires du règlement à discuter avec les dirigeants du Front patriotique, Nkomo et Mugabe, à l'occasion du débat sur le Zimbabwe qui doit avoir lieu à l'ONU dans quelques jours. En essayant de mettre sur pied de telles négociations, les impérialistes occidentaux veulent revenir sur les concessions qu'ils avaient faites dans leur plan. Ils prétendent «élargir» le règlement au front patriotique en tentant de le diviser ou de lui faire déposer les armes contre d'illusoire promesses. Mais le Front patriotique qui, de toutes façons, détient la clé de la situation, puisqu'il représente toutes les forces armées patriotiques, ne se départira pas de sa juste position : il exige un transfert du pouvoir au front, authentique représentant de la majorité noire. Il ne cessera pas la lutte tant que ce but ne sera pas atteint.

Tandis qu'il montait cette parodie de règlement,

le régime raciste rhodésien continuait la guerre contre le peuple du Zimbabwe et ses agressions contre les pays de la ligne de front, voisins. C'est ainsi que le gouvernement du Botswana (situé au Sud du Zimbabwe) a dénoncé une importante agression de l'armée raciste à la frontière. Trente soldats du Botswana ont été pris dans une embuscade, à l'intérieur de leur territoire, à un kilomètre de la frontière. Quinze soldats et deux civils ont été tués.

L'accord de Salisbury a été dénoncé par les présidents de la Zambie et de la Tanzanie, Kaunda et Nyerere. Il a été également rejeté par le gouvernement nigérian, qui a rendu publique sa position, à l'occasion de la visite de De Guiringaud. La semaine dernière, la Conférence des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine a réaffirmé son retour total et exclusif au Front patriotique du Zimbabwe.

J.-P. CHAMPAGNY

## PROGRAMME TÉLÉ

### Lundi 6 mars

TF 1

20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Campagne électorale  
21 h 05 - Le boucanier des îles. Film italien d'aventure  
22 h 45 - La nécessité de l'espérance.  
23 h 40 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 05 - La tête et les jambes  
22 h 10 - Angoisse  
23 h 15 - Bande à part  
23 h 45 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 00 - La reine Margot. Film français de Jean Dréville  
23 h 00 - Journal et fin

### Mardi 7 mars

20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 10 - Les grands trains de l'histoire. 1. Un train pour Manchester.

*L'histoire des premières locomotives à vapeur, au début du 19<sup>e</sup> siècle. On pourra revoir la première locomotive — qui faisait Stockton-Darlington en 1825 — fonctionner à nouveau. Peu à peu des milliers de kilomètres de voie ferrée sont construits en Angleterre (15 000 km en 1850). Si le train connaît rapidement un succès populaire immense, la classe dominante s'y intéresse aussi : voies privées et trains-carrosses fleurissent aussi... Une émission qui intéressera beaucoup de monde.*

22 h 05 - Arouapeka  
22 h 55 - Les grandes expositions : le siècle de Rubens. A l'occasion du quadricentenaire de la naissance de Rubens.  
23 h 25 - Journal et fin

23 h 25 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 05 - Racines. Feuilleton d'après le roman d'Alex Haley. Dernier épisode.  
Débat : Les Noirs américains aujourd'hui. Participent au débat : Angela Davis, Elliott Skinner, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Haute-Volta et actuellement professeur à l'Université de Columbia.

23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 35 - Campagne électorale  
21 h 10 - Fils d'un hors-la-loi. Un western plein de poncifs baignant dans une fausse atmosphère...  
22 h 40 - Journal  
22 h 55 - Réussite : L'Airbus  
23 h 10 - Fin



L'expulsion de Klaus Croissant voulue et ordonnée par le gouvernement au mépris des droits de la défense, les sanctions prises contre Monique Guémann, vice-présidente du Syndicat de la Magistrature parce qu'elle s'était élevée publiquement contre cette violation, la suspension de deux substituts qui avaient annoncé leur intention de renoncer publiquement à leur droit de parole puisque celui de Monique Guémann était bafoué, le refus mesquin de Peyrefitte de proposer comme prévu le président de l'Union syndicale des magistrats sur la liste de promotion dans la Légion

d'Honneur, tous ces faits récents, et concentrés dans un court espace de temps ont éclairé d'un jour cru la réalité de la prétendue « indépendance de la magistrature ».

Ce faisant, c'est la « crédibilité » de la justice bourgeoise qui est sérieusement atteinte. En effet, depuis la révolution de 1789, la bourgeoisie s'est toujours efforcée d'accréditer l'idée que les juges, rendant la justice « au nom du peuple français », étaient indépendants du pouvoir.

Les révolutionnaires de 1789 étaient même allés jusqu'à

instaurer l'élection des juges par les « citoyens », mesure qu'il faut cependant replacer dans ses limites : les conditions posées pour être électeur ou éligible restreignaient considérablement cette démocratisation pour en faire l'apanage presque exclusif de la bourgeoisie comme le précise Gérard Masson dans son ouvrage *Les juges et le pouvoir*. Le système électif une fois enterré par le Directoire, la nomination des juges a été depuis déterminée d'une façon plus ou moins directe et ouverte par le pouvoir bourgeois. L'objet de l'étude réalisée par Gérard Masson est précisément d'analyser comment depuis 1789 s'est effectuée l'emprise du pouvoir sur la justice. Une emprise qui ne passe pas nécessairement par les pressions ou les interventions ouvertes de l'Etat mais par l'idéologie même des juges, par l'organisation de la « machine judiciaire », par ses rapports avec l'appareil policier ou pénitentiaire, par la fonction qui lui est impartie : appliquer la justice de la classe dominante en s'abritant derrière le respect d'une loi qui serait « égale pour tous ». Mais, outre que celle loi est celle que la bourgeoisie définit elle-même, l'utilisation de ses contradictions au profit des travailleurs par des magistrats progressistes se heurte au système de l'appel qui permet aux instances judiciaires les plus proches du pouvoir de casser les décisions prises par les instances inférieures. On l'a bien vu pour l'affaire Chapron, ce patron mis en prison par le juge Charette. Il reste que cet emprisonnement, si court qu'il ait été, a marqué le début d'une crise profonde de l'appareil judiciaire, sous l'influence

des luttes des travailleurs contre les dominations de la bourgeoisie et y compris de sa justice.

Le rejet de plus en plus massif de la justice bourgeoise par les travailleurs (qu'on se rappelle l'affaire de Bruay-en-Artois), la perte de crédibilité de cette justice aux yeux des masses, sont largement sous-estimés par Gérard Masson lorsqu'il évoque, en des termes par ailleurs souvent justes, la crise de la magistrature. Une crise que les récents démêlés de l'Union syndicale de la magistrature, pourtant bien modérée, avec Peyrefitte ne font que confirmer cette sous-estimation de la prise de conscience des travailleurs à l'égard du sens de classe de la justice trouve son prolongement dans le soutien que Gérard Masson apporte aux propositions réformistes de la gauche concernant cette justice. Ces propositions de « démocratisation », ne touchant pas à la fonction d'appareil répressif au service de la classe dominante, ne peuvent que renforcer l'illusion d'une justice démocratique et impartiale. La passivité de la gauche face à l'expulsion de Klaus Croissant, la collaboration du PCI à la politique de répression des masses et des révolutionnaires en Italie donnent une idée de ce qu'on peut attendre du PS comme du PC. Ce qui est en cause aujourd'hui pour les travailleurs ce n'est pas fondamentalement le fonctionnement de la justice, son apparence démocratique, mais la préservation et l'extension de nos garanties et de nos moyens de défense face à cet appareil répressif.

Claude ANCHER

# Et l'acier fut trempé

82<sup>e</sup> épisode

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

Si on met les voiles, des tas de gens crèveront de froid. Plus vite on aura fini, les copains, et plus vite on rentrera. Mais plaquer le boulot, comme veut le faire un dégonflé, on ne peut pas à cause de notre idéal et de la discipline...

Le débardeur n'aimait pas faire de grands discours, mais sa brève intervention fut cependant interrompue par la même voix :

— Et les sans-parti, ils pourront s'en aller ?  
— Oui, trancha Pankratov.

Un grand gaillard vêtu d'un court pardessus de ville se fraya un passage jusqu'au bureau. Une petite carte virevolta telle une chauve-souris au-dessus de la lampe, rebondit sur la poitrine de Pankratov et retomba sur la table.

— Gardez-la donc, votre carte ! Je ne vais pas sacrifier ma santé pour ce bout de carton !

Un tumulte indigné couvrit la fin de la phrase :

— Qu'est-ce que tu as osé faire !

— Vendu !

— Tu cherchais un fromage en venant au Komsomol !

— Sortez-le !

— On l'en donnera du confort, crapule !

La tête enfoncée dans les épaules, le déserteur se glissa vers la porte. On s'écartait sur son passage, comme devant un pestiféré. La porte grinça en se refermant.

Pankratov froissa dans ses doigts la carte abandonnée et l'approcha de la veilleuse. Elle s'enflamma et se recroquevilla en un petit tube de cendre...

Une détonation claqua dans la nuit. Un cavalier se détacha de la baraque et plongea dans les ténèbres de la forêt. Des hommes sortirent en courant de l'école et de la baraque. Quelqu'un posa la main, par hasard, sur une planchette enfoncée dans une fente de la porte. Protégé du vent la flamme vacillante d'une allumette, ils lurent : « Foutez tous le camp de la gare et rentrez là d'où vous êtes venus. Ceux qui resteront sont bons pour une balle dans le crâne. On vous tuera tous jusqu'au dernier, personne ne sera épargné. Vous avez jusqu'à demain soir. » C'était signé : « Ataman Tcheshnok ».

Tcheshnok faisait partie de la bande d'Orlik.

Les sabots s'enfonçaient prudemment dans la neige molle, inconsistante. Parfois, une branche écrasée contre le sol sous cette épaisseur blanche craquait brusquement et un cheval renâclait. Il

faisait un écart, les oreilles rabattues en arrière, mais un coup sur le crâne l'obligeait à prendre le galop et à rattraper le reste de la troupe.

Une dizaine de cavaliers franchirent une crête vallonnée au pied de laquelle apparaissait une bande de terre noire que la neige n'avait pas encore recouverte.

Ils arrêtaient leurs chevaux. Les étriers cliquètèrent en se heurtant. L'étalon du chef s'ébroua de tout son corps, luisant de sueur après le long parcours.

— Ils sont toute une bande ici, fit le chef. On va leur flanquer une frousse de tous les diables. L'ataman veut que ces sauterelles aient foutu le camp dès demain, sans ça ils seraient bien capables d'arriver jusqu'au bois, ces salauds d'ouvriers...

Avançant sur deux files de part et d'autre du remblai, ils arrivèrent jusqu'à la gare. Puis, au pas, ils prirent position derrière les arbres entourant la clairière de la vieille école.

La salve déchira le silence de la nuit profonde. Tel un écueuil, un paquet de neige se détacha de la branche d'un bouleau argenté par la lune. Entre les arbres crépitaient les étincelles des fusils au canon scié ; les balles griffaient le plâtre des murs ; les vitres des fenêtres apportées par Pankratov volaient en éclats dans un plaintif tintement.

A SUIVRE

## Voyage à l'intérieur des sondages (fin)



### Un instrument relativement sûr...

On a vu au cours de cette enquête que la technique du sondage est actuellement bien au point. En résumé, un sondage d'opinion permet d'affirmer : « Il est très probable que, si l'on avait posé telle question à tous les Français âgés de plus de 18 ans en les interrogeant chez eux, les réponses auraient été comprises entre tel et tel pourcentage » (fourchette de 2 à 4 %, selon la taille des échantillons).

On a vu aussi que la façon de poser les questions, l'enchaînement de celles-ci à une influence sur la réponse, étudiée en détail (par des sondages contradictoires, d'ailleurs). Dans ses limites, le sondage est un instrument relativement sûr. On peut quand même remarquer qu'une des limites tient au fait que les sondages ne prennent jamais en compte les immigrés, parce que ceux-ci ne sont pas recensés, qu'ils ne parlent pas toujours bien le français, qu'ils ne votent pas et consomment peu...

nement de celles-ci à une influence sur la réponse, étudiée en détail (par des sondages contradictoires, d'ailleurs). Dans ses limites, le sondage est un instrument relativement sûr. On peut quand même remarquer qu'une des limites tient au fait que les sondages ne prennent jamais en compte les immigrés, parce que ceux-ci ne sont pas recensés, qu'ils ne parlent pas toujours bien le français, qu'ils ne votent pas et consomment peu...

### ...qui mesure ce qu'il a introduit

En admettant qu'il n'y ait aucun biais, du fait de l'échantillon, du questionnaire ou des enquêteurs, quelle conclusion tirer d'un sondage ? Les enquêtes effectuées fin 67 et début 68 sont fort instructives à ce propos. Un sondage de l'IFOP posait, fin 67, la question suivante aux salariés d'un échantillon : « Partiriez-vous à un mouvement de grève ? » 60 % ont répondu non, 25 % oui. Le commentaire était le suivant : « En dépit des difficultés de l'heure, la tension politique ne semble pas très vive ». Il était relativement honnête, au vu des réponses aux différentes questions. La réalité était pourtant toute autre, car le sondage n'a mesuré qu'une chose : en plaçant une personne dans une situation très précise : isolée

de ses relations, interrogée chez elle par une personne qu'elle ne connaît pas, sur des questions auxquelles elle n'avait pas forcément réfléchi à cet instant donné, elle doit répondre en sachant que sa réponse fera partie de « l'opinion publique », et en ne sachant pas très bien si le secret de sa réponse sera conservé. Lorsqu'on parle de grève, par exemple, la réalité est bien loin. Le sondage pourrait donner une idée du résultat d'un scrutin secret, fait à froid, mais aucun cas de ce qui se passerait lors d'un processus réel.

Le sondage d'opinion ne mesure en effet que la réaction individuelle, à des questions posées par définition hors de leur contexte. Une opinion, comprise dans le sens d'une idée suscep-

### Un sondage anti-grève

Il y a quelques années, un important groupe de la chimie et du textile commande une enquête confidentielle à un institut. Celui-ci la confie à un chargé d'étude, sans lui donner le nom du client. Il s'agissait de faire une enquête assez générale sur une localité, comportant entre autre des questions sur les relations dans le travail. Enquête banale.

A ceci près que les enquêteurs n'ont été envoyés que dans des quartiers très précis, ceux où habitent les ouvrières et les ouvriers de l'entreprise en question. Que les seules questions traitées, une fois l'enquête finie, étaient celles portant sur « les relations dans le travail ». Que quelques semaines après, l'entreprise mettait toutes les ouvrières de l'usine à mi-temps, première étape d'une opération visant à fermer l'entreprise.

Le sondage n'avait en fait d'autre but que de « tester » les éventuelles réactions à cette mesure, sans la citer bien sûr, de mesurer le degré de combativité, l'emprise des syndicats, les réactions... et le niveau des réserves financières dans les familles...

Il est probable que de tels procédés sont monnaie courante pour les entreprises qui ont les moyens de se les offrir. Aussi ne peut-on que se méfier de tout questionnaire, aussi anodin paraîsse-t-il.

Cela n'a pas empêché les ouvrières de cette entreprise de mener une lutte exemplaire, que le sondage était bien incapable de mesurer : par définition, le sondage privilégie le point de vue individuel. Une grève, par définition, est l'expression d'un point de vue collectif.

table de se concrétiser dans une action, se forme en général lors de discussions avec des camarades de travail, des amis, prend en compte des faits ressentis avec plus ou moins d'intensité selon les circonstances. Lorsqu'elle est suffisamment formée pour pouvoir se traduire en actes, elle a subi une confrontation avec d'autres opinions, et avec la réalité. Le sondage ne peut pas simuler un tel processus, à deux exceptions près :

— Le sondage électoral, où le sondé est dans une situation très proche de celle qu'on veut simuler.

— L'étude du marché, où le sondé est mis en situation d'acheteur, individualisé, comme l'est bien souvent le consommateur dans la réalité.

Ce sont d'ailleurs les branches les plus sûres des instituts de sondage.

Dans tous les autres cas, l'intérêt du sondage d'opinion est plus limité. L'analyse fouillée des réponses (voir encart l'analyse des données) permet de ne

« Les sondages ? vous savez bien que je n'y crois pas ! ». Cette réponse de Chirac à un journaliste, il y a quelques jours est remarquable, de la part d'un homme qui a construit une partie de sa carrière politique sur l'utilisation du sondage, lors de son choix pour Giscard, en 74. Mais il est caractéristique que le leader du RPR, qui s'attache à toucher ce qu'il appelle la majorité silencieuse, parle en terme de croyance ou de non croyance, à propos des sondages. Au terme de notre enquête, il est possible de voir que les problèmes posés par les sondages d'opinion et leur utilisation ne se ramènent pas à « y croire » ou pas. A quoi servent les sondages, pour ceux qui les utilisent systématiquement, permettent-ils de prévoir l'avenir immédiat, d'élaborer une stratégie ? Telles sont les questions qu'il faut d'autant plus se poser que cet instrument est exclusivement aux mains de la bourgeoisie.

Par  
Éric BRÉHAT

### AU-DELA DES RÉSULTATS : L'ANALYSE DES DONNÉES.

En 1960, on comptait environ 500 ordinateurs en Europe. En 1978, il y en a environ 100 000 de la même capacité. Du coup, il est devenu possible d'exploiter le nombre impressionnant de données recueillies chaque année dans les différents fichiers, par les enquêtes exhaustives et par les sondages. Un sondage de 30 questions portant sur 2 000 personnes fournit 60 000 données brutes. Comment les traiter ?

Tout d'abord en examinant les réponses à chaque question. C'est l'utilisation la plus courante, que nous avons traitée en détail. Puis on peut « croiser » les réponses, c'est-à-dire examiner pour chaque couple de questions le nombre de personnes qui ont répondu de telle façon à l'une, de telle façon à l'autre. On conçoit qu'il ne soit pas possible d'envisager un tel traitement « à la main », que l'utilisation de l'ordinateur est indispensable. Par le croisement, on pourra déterminer la « corrélation » entre les questions, c'est-à-dire savoir si les questions paraissent indépendantes ou liées (il ne doit pas y avoir de lien entre l'opinion sur l'homme politique machin et la lessive X, il est possible qu'il y en ait une avec l'opinion sur le taux de chômage). On apprend ainsi beaucoup plus de choses que par la simple lecture des résultats bruts.

### DES PROBABILITÉS À LA GÉOMÉTRIE

Mais on peut chercher à aller plus loin : chercher à regrouper la population étudiée (ce peut être un échantillon de sondés, mais aussi un groupe de pays, ou d'espèces végétales...) selon les réponses données à l'ensemble du questionnaire (ou les données que le PNB, la population, le taux de chlorophylle...). Plusieurs méthodes mathématiques permettent de procéder à de tels regroupements, dits typologiques.

— On peut chercher à effectuer le regroupement au niveau des questions (ou des caractères étudiés), de façon à déterminer celles qui sont le plus significatives, dont la connaissance entraîne la connaissance de celles classées par le même groupe. Le problème est en général de ramener une série de questions (ou de caractères) à deux d'entre elles. Ce n'est en général pas possible ; aussi fabrique-t-on de nouveaux caractères abstraits permettant cette réduction, et cela par des méthodes purement mathématiques comme l'analyse factorielle canonique ou discriminante. Sans entrer dans le détail, ces méthodes sont caractérisées par l'utilisation de modèles géométriques, plutôt que probabilistes. Concrètement, il s'agit plus d'étudier les données numériques en tant que telles et de les situer dans des modèles géométriques, que de les supposer suivre tel ou tel modèle probabiliste, et de chercher ensuite à le vérifier.

### L'opinion d'un sociologue

Pierre Bourdieu, du Centre de Sociologie Européenne, a un point de vue très critique sur les sondages. Voici ce qu'il écrivait il y a quelques années : « Le sondage d'opinion est dans une large mesure un instrument de pouvoir. Ceux qui peuvent poser des questions sont ceux qui sont en situation de pouvoir ; ils utilisent le sondage d'opinion non comme un instrument de connaissance, mais comme un instrument d'action. (...) »

Au point de vue de la prévision, l'important n'est pas l'image statique mais la structure de l'opinion. En fait, la philosophie implicite du suffrage universel, c'est-à-dire que l'enquête d'opinion suppose que tous les enquêtés, sont égaux en droits et en devoirs, que toutes les opinions se valent, que tout le monde a les moyens d'avoir une opinion et que l'opinion publique est la somme des opinions individuelles, or cela est faux. En réalité, l'opinion publique est une résultante de forces contradictoires qui n'ont pas toutes le même poids.

Je crois que le sondage d'opinion est tout à fait inapte à prévoir une crise.

### Une arme bien comprise

Faut-il pour autant négliger les sondages, les considérer comme un gadget de riches ou un instrument de pure manipulation ? Ce serait une erreur, comme en témoigne l'utilisation systématique du sondage au niveau du gouvernement. Sortis de ses domaines privilégiés (étude de marché, élections), le sondage rend encore de multiples services, si l'on a bien compris sa nature. Dans la mesure où l'idée maîtresse sur laquelle la bour-

geoisie fait reposer son pouvoir est celle du suffrage universel, du consensus, le sondage est un bon moyen de simuler et de prévoir les réactions des individus, placés dans le cadre même de cette démocratie en trompe-l'œil. Mais pas de prévoir leur comportement dans la réalité. Une arme plus efficace que les rapports de police, mais qui, pas plus que ceux-ci, n'avait pu prévoir Mai 68.